



24.043

**Bevölkerungs- und Zivilschutzgesetz.
Änderung****Loi sur la protection
de la population
et sur la protection civile.
Modification***Zweitrat – Deuxième Conseil***CHRONOLOGIE**

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 18.09.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 18.09.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.03.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 17.03.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 21.03.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 21.03.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Antrag der Minderheit

(Addor, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Hässig Patrick, Molina, Schlatter, Zryd)
Sistierung der Prüfung der Vorlagen 1 und 2 und Wiederaufnahme der Beratung zusammen mit der Botschaft des Bundesrates zur Umsetzung der Motion 22.3055.

Proposition de la minorité

(Addor, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Hässig Patrick, Molina, Schlatter, Zryd)
Suspension de l'examen des projets 1 et 2 et reprise des travaux lorsque le message du Conseil fédéral mettant en oeuvre la motion 22.3085 sera traité.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Das Eintreten auf die Vorlagen 1 und 2 behandeln wir in einer Debatte.

Chappuis Isabelle (M-E, VD), pour la commission: Que vaut notre système de sécurité si ces piliers s'effondrent faute de personnel? Ce matin, au nom de la Commission de la politique de sécurité, je vais vous présenter le projet de modification de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile. Cette révision est présentée par le Conseil fédéral dans le but de remédier à une problématique critique: la diminution constante des effectifs de la protection civile. Moins d'effectifs à la protection civile, c'est moins de capacité pour remplir sa mission de protéger la population. Ce projet est composé de deux volets distincts: le projet A et le projet B. Le projet A concerne principalement l'engagement des personnes astreintes au service civil pour la protection civile, et le projet B concerne les dispositions relatives au service sanitaire coordonné, à la coordination des transports et aux points de rencontre d'urgence (PRU) cantonaux.

Les effectifs de la protection civile connaissent depuis plusieurs années une tendance préoccupante à la baisse. En 2021, nous avions 72 000 astreints; au 1er janvier 2024, nous n'en avons plus que 60 000. Plusieurs raisons et deux facteurs en particulier expliquent cette diminution: la réduction de la durée de l'obligation de servir de 20 à 14 ans et l'introduction de l'aptitude différenciée lors du recrutement dans l'armée. Si rien n'est entrepris, les prévisions indiquent que ces effectifs pourraient chuter à 50 000 astreints d'ici 2030, ce qui rendrait impossible l'accomplissement de la mission de la protection civile.

Cette situation est d'autant plus préoccupante vu les tensions géopolitiques croissantes et les risques accrus de conflits. Les scénarios des risques définis par l'armée indiquent que la menace la plus probable est celle de la guerre hybride, impliquant potentiellement des actes terroristes et des frappes chirurgicales et locales. Dans un tel cas de figure, l'armée n'entrerait en engagement qu'à titre subsidiaire, laissant aux cantons et, entre autres, à la protection civile la responsabilité première de protéger la population. Si nous ajoutons à cela les crises climatiques de plus en plus fréquentes, comme nous les avons vécues l'année dernière en Valais





et au Tessin, il devient évident que nous devons impérativement renforcer les effectifs de la protection civile. Pour remédier à cette situation, le Conseil fédéral propose plusieurs mesures concrètes, à savoir le projet A et le projet B.

Premièrement, selon le projet A, la possibilité d'engager des personnes astreintes au service civil dans le cadre de la protection civile. Cette mesure s'appliquerait uniquement aux cantons qui présenteraient un déficit dans leur organisation de protection civile. Les civilistes concernés suivraient la formation de base dans le cadre de la protection civile ainsi que les cours de répétition avec les astreints de la protection civile pour un maximum de 80 jours de service, mais ils resteraient soumis aux dispositions de l'organe d'exécution du service civil, qui demeurerait responsable d'eux.

Deuxièmement, toujours selon le projet A, l'obligation de servir dans la protection civile serait étendue à certaines personnes initialement astreintes au service militaire. Par exemple, cela concernerait notamment ceux qui, à 25 ans, n'ont pas encore accompli leur école de recrue. Ils seraient donc libérés de l'armée et feraient un service de protection civile.

Les militaires qui seraient devenus inaptes au service militaire après avoir fait leur école de recrues, mais qui devraient encore servir pendant 80 jours, pourraient ensuite participer à la protection civile. Troisièmement, selon le projet A, deux changements seraient apportés pour mieux répartir les effectifs: la fin du principe de domicile – les personnes astreintes pourraient désormais être affectées à un autre canton que leur canton de domicile si cet autre canton était en sous-effectif et que le leur était en sureffectif – et la suppression du pool de personnel – tous les astreints recrutés seraient désormais formés sans délai, ce qui garantirait une intégration beaucoup plus rapide dans la protection civile. Voilà pour le projet A; il y a maintenant le projet B.

Ce projet B comprend diverses mesures mineures que j'ai déjà évoquées, notamment la mise à jour des bases légales relatives au service sanitaire coordonné, à la coordination des transports ainsi que l'ajout de dispositions permettant à la Confédération de coordonner la mise en place et le fonctionnement des points de rencontre d'urgence cantonaux (PRU).

Le projet du Conseil fédéral a été largement soutenu lors de la consultation. Seules les mesures concernant l'engagement des personnes astreintes au service civil dans le cadre de la protection civile ont suscité des contestations. C'est pourquoi le Conseil fédéral a décidé de diviser le projet en deux: un projet A, avec des dispositions plus controversées, comme la disposition relative à l'obligation de servir dans la protection civile pour certaines personnes qui auraient été astreintes au service civil, et un projet B qui regroupe des dispositions beaucoup moins controversées.

Lors de la procédure de consultation, les cantons ont majoritairement approuvé les modifications proposées. Sur les 26 cantons, 21 ont soutenu le projet dans son ensemble. En ce qui concerne spécifiquement le projet A, 19 cantons y étaient favorables. Plusieurs organisations, notamment la Conférence gouvernementale des affaires militaires, de la protection civile et des sapeurs-pompiers, ont également exprimé leur appui.

AB 2025 N 242 / BO 2025 N 242

Cette façon de procéder, avec deux volets, – projets A et B – vise à éviter qu'un éventuel référendum mette en péril l'ensemble du projet, permettant ainsi l'adoption plus rapide des dispositions consensuelles. La commission de votre conseil a décidé d'entrer en matière sur le projet A, par 14 voix contre 8 et 1 abstention, rejetant les propositions de non-entrée en matière. Une proposition de suspension de l'examen jusqu'à la révision de la loi fédérale sur le service civil, qui devrait avoir lieu l'année prochaine, a également été rejetée, par 13 voix contre 9 et 1 abstention. L'entrée en matière sur le projet B a été acceptée à l'unanimité.

La commission soutient le projet pour trois raisons fondamentales: c'est une modification nécessaire, considérée comme pragmatique et équilibrée. Premièrement et en toute logique, il est nécessaire et même impératif de garantir des effectifs pour la protection civile. Deuxièmement, l'approche du projet est pragmatique et mesurée, car l'engagement de civilistes dans la protection civile n'interviendrait qu'en dernier recours, uniquement si les cantons confrontés à des sous-effectifs en avaient besoin. Il ne s'agit pas d'un automatisme, et les cantons resteraient libres de recourir ou non à cette possibilité. Troisièmement, un équilibre a été trouvé entre les différentes obligations de servir. Les civilistes concernés ne consacraient qu'une durée limitée de leur service à la protection civile.

Il s'agit de 80 jours maximum, soit un quart de leur obligation totale. Ils continueraient à effectuer la majeure partie de leur service dans des domaines traditionnels du service civil.

Une minorité craint que cette révision ne porte atteinte au système du service civil. D'autres se sont inquiétées d'une potentielle inégalité de traitement, et certaines voix se sont également élevées concernant le délai de planification pour les civilistes et les établissements d'affectation.

Les événements récents, qu'ils soient géopolitiques ou environnementaux, nous rappellent l'importance vitale



de disposer d'un système de protection civile efficace et doté d'effectifs suffisants. Le projet qui nous est soumis aujourd'hui propose des solutions pragmatiques et équilibrées pour garantir l'avenir de la protection civile tout en respectant les principes fondamentaux de notre système d'organisation de servir.

Au nom de la majorité de la Commission de la politique de sécurité, je vous invite donc à entrer en matière sur les deux volets de ce projet et à suivre les propositions de la majorité lors de la discussion par article.

Fivaz Fabien (G, NE): Madame Chappuis, pouvez-vous confirmer qu'il est aujourd'hui déjà possible, pour les organisations de la protection civile, d'être reconnues comme établissements d'affectation du service civil, et donc que le premier volet de la loi, ce fameux projet A que nous traitons aujourd'hui, est totalement superflu?

Chappuis Isabelle (M-E, VD), pour la commission: Je confirme que c'est déjà le cas. Simplement, le but est de le faire de manière beaucoup plus systématique.

Gartmann Walter (V, SG), für die Kommission: Mit der Änderung des Bevölkerungs- und Zivilschutzgesetzes soll die Schutzdienstpflicht ausgeweitet werden. Die Botschaft des Bundesrates möchte die Voraussetzungen schaffen, damit Zivildienstpflichtige ihren Dienst auch im Zivilschutz leisten können. Der Bundesrat begründet diese Anträge mit dem Personalunterbestand beim Zivilschutz und dessen Aufgaben in Notlagen und bei Katastrophen. Die landesweite Zielgrösse liegt bei 72 000 Zivilschützern. Anfang 2024 lag der Ist-Bestand bei 60 000, bis 2030 könnten es laut Bundesrat noch rund 50 000 sein. Das ist zu wenig.

Zu Beginn unserer Kommissionssitzung setzten wir uns intensiv mit allen Argumenten auseinander, die dafür oder dagegen sprechen, auch haben wir uns den Schweizerischen Zivilschutzverband sowie den Schweizerischen Zivildienstverband angehört. Die Kommission war sich grossmehrheitlich einig, dass die Alimentierung der Armee und des Zivilschutzes dringend gesichert werden sollte. Deshalb wollte man aus der Kommission heraus den Bundesrat zusätzlich beauftragen, die Sicherheitsdienstpflicht schnellstmöglich einzuführen. Der Bundesrat sollte auch prüfen, ob die Gewissensprüfung als Voraussetzung für die Zulassung zum Zivildienst wieder eingeführt werden soll.

Die Kommissionsmehrheit kritisiert den Bundesrat, dass er ausser der Einführung eines obligatorischen Orientierungstages für Frauen erst Ende 2027 über weitere Schritte entscheiden will. Angesichts der aktuellen geopolitischen Unsicherheiten und wachsender internationaler Spannungen erachtet die Mehrheit rasche und wirksame Massnahmen für unabdingbar, um die Wehrpflicht zu stärken und die personellen Bestände der Armee und des Zivilschutzes zu sichern.

Mit 14 zu 8 Stimmen bei 1 Enthaltung beantragt die Kommission, auf die Vorlage A einzutreten, währenddem Eintreten auf die Vorlage B unbestritten war. Aus der Detailberatung entstanden in beiden Vorlagen insgesamt sechzehn Anträge, welchen jeweils eine Mehrheit von knapp zwei Dritteln der Kommissionsmitglieder ablehnend gegenüberstand. Einzig ein Änderungsantrag in der Vorlage B, welcher eine Bestimmung bezüglich Befreiung von der Wehrpflichtersatzabgabe betrifft, fand mit 13 zu 12 Stimmen eine Mehrheit.

In der Gesamtabstimmung wurde die Vorlage A mit 14 zu 9 Stimmen bei 1 Enthaltung angenommen, womit die SiK-N dem Entwurf des Bundesrates sowie dem Beschluss des Ständerates gefolgt ist. Die angepasste Vorlage B wurde in der Gesamtabstimmung einstimmig angenommen.

Grossmehrheitlich empfiehlt die SiK-N, der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Molina Fabian (S, ZH): Wir beraten heute – Sie haben es von den Kommissionssprechenden gehört – über eine erneute Revision des Bevölkerungs- und Zivilschutzgesetzes (BZG), des Zivildienstgesetzes (ZDG) und des Militärdienstgesetzes. Die Revision ist in zwei Vorlagen aufgeteilt, die Vorlagen A und B.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage A nicht einzutreten. Weshalb? Die Vorlage ist konzeptlos, sie schwächt den Zivildienst, und sie befeuert die heute teilweise menschenrechtswidrige Zweckentfremdung des Zivilschutzes. Als der Bundesrat am 30. Juni 2021 den Auftrag zur Erarbeitung der Vorlage erteilte, war das totalrevidierte BZG erst gerade eineinhalb Jahre in Kraft. Das Ziel der damals vom Bundesrat angestossenen Totalrevision war es, dem gewaltigen Überbestand des Zivilschutzes von über 60 000 nie ausgebildeten und nie eingeteilten Schutzdienstpflichtigen entgegenzuwirken. Nur wenige Monate später hat der Bundesrat den Auftrag erteilt, dem Parlament eine Revision vorzulegen, die wieder genau das Gegenteil will, nämlich dem angeblichen Unterbestand entgegenwirken. Diese Hüst-und-hott-Politik zeigt, dass der Bundesrat in Bezug auf den Zivilschutz nicht genau weiss, was er will, und auch nicht genau weiss, was Sache ist. Das zeigt sich bereits bei den Zahlen, welche eigentlich die Grundlage der Revision sein sollten.

Die Regierungskonferenz Militär, Zivilschutz und Feuerwehr, die entsprechende Konferenz der Kantone also, gibt an, dass 2020 insgesamt 76 067 und 2022 insgesamt 74 442 Schutzdienstpflichtige in die Bestände der Kantone eingeteilt waren. In der Botschaft schreibt der Bundesrat, dass 2021 insgesamt 68 000 Personen ein-



geteilt waren. Woher diese Zahl kommt, schreibt er nicht. Es ist völlig unplausibel, dass einzig im Jahr 2021, auf das sich die Botschaft bezieht, eine solche Lücke bestanden haben soll. Die Zahlen des Bundesamtes für Statistik zeigen vielmehr, dass die Anzahl stellungspflichtiger Männer in den nächsten Jahren noch zunehmen wird. Es ist völlig unsinnig, eine erneute Revision bei unklarer Datenlage und gestützt auf ein einziges Referenzjahr anzustossen, die erhebliche Auswirkungen auf den Bevölkerungsschutz von Bund und Kantonen hat und den Zivildienst schwächt.

Es gäbe durchaus Massnahmen, um den Zivilschutz eigenständig besser zu alimentieren. Diese sind in der Vorlage B dargelegt und sind insgesamt zu unterstützen. In der Vorlage A schlägt der Bundesrat vor, das angebliche Alimentierungsproblem beim Zivilschutz durch den Entzug von Zivildienstleistenden aus dem Zivildienst zu lösen. Neu sollen Zivildienstpflichtige verpflichtet werden, Ausbildungsdienste des

AB 2025 N 243 / BO 2025 N 243

Zivilschutzes zu leisten. Das ist eine völlig unzulässige Vermischung der Dienstpflichtmodelle und würde dazu führen, dass Tausende Zivis im Gesundheits-, Sozial- und Schulwesen sowie im Umwelt- und Naturschutzbereich fehlen.

Ich komme zur verfassungswidrigen Zweckentfremdung des Zivilschutzes: In der Botschaft zur Service-citoyen-Initiative, über die wir später noch sprechen werden, führt der Bundesrat in Kapitel 4.3 richtigerweise aus, dass EMRK und UNO-Pakt II Zwangsarbeit verbieten. Als Zwangsarbeit gelten sämtliche Tätigkeiten, die von einer Person unter Androhung von Strafe verlangt werden. Ausgenommen sind Arbeiten im Freiheitsentzug und im Militärdienst sowie der zivile Ersatzdienst. Aber Arbeiten für ein eidgenössisches Schwing- und Älplerfest oder für ein Skirennen gehören einfach nicht dazu. Das ist aber heute leider gängige Praxis der Kantone. Diese Einsätze verletzen nicht nur die individuellen Grundrechte der Schutzdienstleistenden, sie verbrauchen auch wertvolle Dienstage und verursachen unnötige Kosten.

Zusammenfassend möchte ich festhalten, dass diese Vorlage ein unfundierter Murks ist, den Zivildienst schwächt, die Probleme des Zivilschutzes nicht löst und in keinem Verhältnis zur vom Bundesrat geplanten Gesamtschau der Dienstpflichtmodelle steht. Diese Vorlage braucht es schlicht und ergreifend nicht.

Ich bitte Sie entsprechend, auf die Vorlage A nicht einzutreten.

Addor Jean-Luc (V, VS): A titre préliminaire, j'aimerais rectifier une inexactitude qui affecte le libellé en français de la minorité que je représente, pour ceux qui l'ont lu, parce qu'il n'est évidemment pas question de la motion 22.3085, qui n'est d'ailleurs même pas une motion, mais une interpellation, et qui concerne tout autre chose que ce dont nous débattons ici. Il s'agit bien, comme cela ressort correctement de la version allemande, de la motion 22.3055 intitulée "Augmenter l'effectif de l'armée en prenant des mesures pour le service civil".

Maintenant, la proposition défendue par la minorité qui porte mon nom, qui a été rejetée par 13 voix contre 9 et 1 abstention en commission, vise à suspendre l'examen des projets A et B, qui constituent cet objet, jusqu'au traitement du message du Conseil fédéral mettant en oeuvre la motion dont je viens de parler.

Comme cela ressort de la composition de cette minorité, cette proposition n'est pas de gauche – je ne suis pas sûr d'être tellement à gauche – et pas de droite non plus. Cette minorité est simplement la voix du bon sens, un bon sens qui commande, indépendamment des positions des uns et des autres, de ne pas traiter séparément des problématiques qui, à l'évidence, sont intimement liées: le service militaire, le service civil et la protection civile, avec deux d'entre eux, le service militaire et la protection civile, qui connaissent des problèmes d'alimentation en effectif qu'il est impensable de régler séparément.

Dans ce projet, on ne parle effectivement que de service civil et de protection civile, avec pour objectif de garantir les effectifs nécessaires à la protection civile. Il se trouve qu'en parallèle du projet dont nous débattons ce matin, le Conseil fédéral a mis en consultation, le 1er mars 2024, une modification de la loi fédérale sur le service civil (LSC), de cette même loi qui est donc, entre autres, appelée à être modifiée dans le projet dont nous débattons aujourd'hui.

Notre proposition de suspension n'est ni de gauche ni de droite; elle n'a aucun objectif dilatoire. J'en veux pour preuve que le projet de révision de la loi fédérale sur le service civil, dont je viens de parler, a été adopté tout récemment par le Conseil fédéral, le 19 février dernier. Mais le Parlement n'a pas eu le temps de le traiter, et pour cause, à ce jour.

Traiter en même temps, en une fois, des problématiques intimement liées qui concernent des services eux aussi liés entre eux, indépendamment de ce que les uns et les autres veulent faire de ces services, est juste une question de cohérence et d'efficacité du processus législatif.

C'est exactement l'objectif visé par ma proposition de minorité, que je vous demande de bien vouloir soutenir.



Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Herr Candinas äussert sich zum Eintreten und zur Detailberatung.

Candinas Martin (M-E, GR): Die Mitte-Fraktion unterstützt aus tiefer Überzeugung die vorliegende Teilrevision des Bevölkerungs- und Zivilschutzgesetzes. Der Personalbestand des Zivilschutzes wird mit dieser Vorlage verbessert. Dies ist dringend nötig. Wieso?

Der Zivilschutz ist mit Unterbeständen konfrontiert. Während die nationale Zielgrösse vor rund zehn Jahren auf 72 000 Zivilschutzangehörige festgelegt wurde, lag der tatsächliche Ist-Bestand Anfang 2024 bei 60 000. Bei rund 4000 neu rekrutierten Zivilschutzangehörigen pro Jahr ist davon auszugehen, dass der Ist-Bestand bis 2030 noch bei rund 50 000 Zivilschutzangehörigen liegen wird. Das bereitet der Mitte-Fraktion Sorgen. Für die Mitte-Fraktion ist es zentral, dass wir wieder einen Soll-Bestand von mindestens 72 000 Zivilschutzangehörigen erreichen. Damit dies möglich ist, müssten pro Jahr rund 5200 Personen für den Zivilschutz rekrutiert werden. Das sind 1200 Personen mehr als heute.

Wollen wir einen starken Zivilschutz und wollen wir einen Leistungsabbau verhindern, müssen wir umgehend Massnahmen zur Verbesserung der Bestände ergreifen. Einerseits soll dies über Massnahmen innerhalb der Organisation erfolgen, andererseits indem zivildienstpflichtige Personen für den Zivilschutz verpflichtet werden können. So begrüsst die Mitte-Fraktion ausdrücklich, dass der Bundesrat die Gesetzesrevision auf zwei Vorlagen aufgeteilt hat. Sollte es zu einem Referendum bei der einen Vorlage kommen, könnte zumindest der andere Teil der Gesetzesrevision umgehend in Kraft gesetzt werden.

Ich beginne mit der Vorlage A. Mit dieser Vorlage sollen zivildienstpflichtige Personen verpflichtet werden können, einen Teil ihrer Dienstpflicht im Zivilschutz zu leisten. Die Mitte-Fraktion ist für Eintreten auf die Vorlage A. Wir lehnen nicht nur das Nichteintreten ab, sondern auch die Sistierung. Wir können nicht länger abwarten, es braucht jetzt griffige Massnahmen.

So sollen Zivilschutzorganisationen in Kantonen mit einem Unterbestand in ihren Zivilschutzbeständen neu als Einsatzbetriebe des Zivildienstes anerkannt werden. Der Einsatz erfolgt als Zivildiensteinsatz im Rahmen der Zivildienstpflicht. Sie unterstehen entsprechend weiterhin der Zivildienstgesetzgebung. Administrativ zuständig bleibt das Bundesamt für Zivildienst.

Die Vorlage sieht vor, dass der Einsatz restriktiv erfolgen soll. Sind jedoch sämtliche Mittel des Zivilschutzes zur Behebung des Unterbestands ausgeschöpft, sollen zivildienstpflichtige Personen verpflichtet werden, maximal 80 Tage ihrer Zivildienstpflicht in einer Zivilschutzorganisation zu leisten. Sie sollen dabei die reguläre Grundausbildung des Zivilschutzes absolvieren und können auch an Zusatz- und Kaderausbildungen teilnehmen.

Im Weiteren absolvieren sie Wiederholungskurse und können für Einsätze im Ereignisfall aufgeboten werden. Das ist matchentscheidend. Wieso? Im innovativen und zukunftsorientierten Kanton Graubünden gibt es seit 2022 das Pilotprojekt "San-Zivis im Zivilschutz Graubünden". Das Bundesamt für Zivildienst und das Amt für Militär und Zivilschutz Graubünden haben dieses kürzlich gemeinsam ausgewertet. Der Projektbericht zeigt, dass eine enge Zusammenarbeit zwischen Zivilschutz und Zivildienst funktioniert, jedoch gesetzliche Anpassungen erforderlich sind, um verbindliche Einsätze möglich zu machen. So schreibt der Bundesrat in seiner gestrigen Mitteilung zum Pilotprojekt Folgendes: "Ziel war es, Zivis bei Naturkatastrophen wie Erdbeben und Lawinen sowie bei der Pandemiebewältigung einzusetzen. Trotz der positiven Zusammenarbeit zwischen den Ämtern und auf operativer Ebene sowie der erfolgreichen Ausbildung von zehn Zivis, zeigte sich, dass auf freiwilliger Basis nicht genügend Zivis gewonnen werden können." Genau das soll mit dieser Vorlage geändert werden. Das System funktioniert, aber nicht auf freiwilliger Basis.

In der Detailberatung werden mehrere Minderheitsanträge zu diskutieren sein. Die Mitte-Fraktion wird alle

AB 2025 N 244 / BO 2025 N 244

Minderheitsanträge ablehnen, da sie alle diese ausgewogene Vorlage abschwächen wollen. Dafür sind wir nicht zu haben.

Ich komme noch zur Vorlage B. Die Mitte-Fraktion unterstützt die Ausweitung der Schutzdienstpflicht für Militärdienstpflichtige, die bis zum 25. Altersjahr keine Rekrutenschule absolviert haben und aus der Armee entlassen werden. Auch ehemalige Armeeangehörige, die ihre Rekrutenschule vollständig absolviert haben und militärdienstuntauglich werden, sollen künftig schutzdienstpflichtig werden, sofern sie noch mindestens 80 Diensttage zu leisten hätten. Aus unserer Sicht sind das zwei wichtige Massnahmen, um den Bestand im Zivilschutz zu erhöhen.

Die Mitte-Fraktion unterstützt auch, dass das Wohnsitzprinzip im Zivilschutz aufgehoben wird. So können Schutzdienstpflichtige aus Kantonen mit einem Überbestand in Kantonen mit einem Unterbestand zugeteilt werden. Genau diese Solidarität unter den Kantonen ist für unsere Willensnation Schweiz wichtig. Schutzdienst-



pflichtige sollen zudem innerhalb von zwei Jahren ab Rekrutierung die Grundausbildung beginnen. So wird sichergestellt, dass die Schutzdienstpflichtigen möglichst rasch den Zivilschutzorganisationen zur Verfügung stehen.

Zur Vorlage B gibt es noch einen Einzelantrag Theiler, der eine Anpassung der Kommission nach einer schriftlichen Stellungnahme des Bundesamtes für Zivilschutz wieder streichen will. Die Mitte-Fraktion wird diesen Einzelantrag Theiler unterstützen.

Ich fasse zusammen: Die Mitte-Fraktion ist bei beiden Vorlagen für Eintreten, wird sämtliche Minderheitsanträge ablehnen und unterstützt den Einzelantrag Theiler.

Andrey Gerhard (G, FR): Die Probleme des Zivilschutzes sind hausgemacht und können mit den Mitteln, die dem Dienst zur Verfügung stehen, gelöst werden. Die Gesetzesrevision ist nicht nur unnötig, sondern auch problematisch, insbesondere für den Zivildienst, für die betroffenen Organisationen und letztlich für die Gesellschaft als Ganzes. Die aktuelle Gesetzeslage erlaubt es bereits heute, dass Zivildienstleistende im Bevölkerungsschutz eingesetzt werden können, insbesondere in Katastrophen- und Notsituationen. Der Zivildienst in der heutigen Form funktioniert, er ist effizient, zweckmässig und leistet einen unschätzbaren Beitrag in zentralen gesellschaftlichen Bereichen wie dem Gesundheitswesen, der Bildung, dem Umweltschutz oder der sozialen Arbeit. Eine weitere Verpflichtung zur Teilnahme an Wiederholungskursen der Zivilschutzorganisationen ist daher nicht nur überflüssig, sondern auch kontraproduktiv.

Drei zentrale Gründe sprechen gegen die uns hier vorgelegte Revision:

1. Die Planbarkeit und Effizienz des Zivildienstes wird gefährdet. Die Einsatzorganisationen im Gesundheits- und Sozialwesen sind auf eine verlässliche und langfristige Verfügbarkeit von Zivildienstleistenden angewiesen. Die vorgeschlagene Änderung würde genau diese Stabilität untergraben. Wenn Zivildienstleistende verpflichtend in Wiederholungskurse des Zivilschutzes integriert werden, bedeutet das für viele Organisationen erhebliche Unsicherheiten. Bereits heute werden Dienstverhältnisse oft bis zu einem Jahr im Voraus geplant. Die Revision würde bewirken, dass laufende oder geplante Einsätze kurzfristig aufgelöst werden müssen – ein unhaltbarer Zustand.

2. Es gibt keine belastbare Datengrundlage für den behaupteten Personalmangel im Zivilschutz. Die Revision basiert auf der Annahme, dass es einen akuten Personalmangel im Zivilschutz gibt. Vielmehr zeigen die Zahlen aber, dass die Personalprobleme hausgemacht sind. Die Reduzierung der Dienstpflicht von 20 auf 14 Jahre sowie die Einführung der differenzierten Tauglichkeit in der Armee haben dazu beigetragen, dass weniger Personen dem Zivilschutz zugewiesen wurden.

Zudem verwalten die Kantone ihre Zivilschutzkontingente sehr unterschiedlich und setzen teils zu geringe Anstrengungen zur Personalgewinnung ein. Die Kantone tragen eine erhebliche Verantwortung für den Personalbestand des Zivilschutzes. Während einige Kantone den Zivilschutz gut ausgestattet haben, ist er in anderen unterbesetzt. Hier wäre es sinnvoll, wenn sich die Kantone untereinander austauschen würden, um bewährte Praktiken zu teilen und gezielt Massnahmen zur Personalgewinnung zu ergreifen.

Ein weiteres Problem ist die ungleiche Verteilung der Dienstage. Eigentlich müssen Zivilschutzpflichtige insgesamt 280 Dienstage leisten, doch in der Praxis liegt der Durchschnitt bei lediglich 80 Tagen. Dies liegt zum Teil wiederum an den unterschiedlichen kantonalen Regelungen und daran, dass eine längere Dienstzeit als wirtschaftlich problematisch angesehen wird. Trotzdem wurde dieses Problem nicht explizit im Gesetz geregelt, sondern hier wird darauf vertraut, dass die Kantone vernünftig handeln. Das ist nicht akzeptabel.

3. Die Revision widerspricht dem Grundgedanken des Zivildienstes. Der Zivildienst wurde geschaffen, um eine sinnvolle Alternative zum Militärdienst zu ermöglichen. Wer sich für den Zivildienst entscheidet, tut dies aus Überzeugung. Die Verpflichtung, Zivildienstleistende zusätzlich in den Zivilschutz zu zwingen, würde diesen Charakter aushöhlen. Stattdessen sollten wir uns darauf konzentrieren, den Zivilschutz durch gezielte Reformen zu stärken, ohne den Zivildienst zu untergraben.

Zudem würde die Revision dazu führen, dass soziale und gesundheitliche Einrichtungen Zivildienstleistende verlieren. Diese Sektoren sind bereits heute auf die Unterstützung der Zivis angewiesen. 2023 wurden fast 1 Million Dienstage im Sozialbereich und 275 000 Dienstage im Gesundheitswesen geleistet. Die Revision würde die ohnehin schon angespannte Lage in diesen Sektoren weiter verschärfen. Es ist nicht der Zivildienst, der den Zivilschutz schwächt, sondern es sind politische Fehlentscheidungen und die unzureichende Koordination zwischen Bund und Kantonen.

Wir bitten Sie aus all diesen Gründen, nicht auf die Gesetzesrevision einzutreten.

Fivaz Fabien (G, NE): J'annonce mes liens d'intérêts: je suis coprésident de Civiva, la fédération suisse pour le service civil.



Les effectifs de la protection civile vont mal dans certains cantons, mais dans certains cantons seulement. La faute en revient au Parlement, au Conseil fédéral, à l'armée et aux cantons eux-mêmes. Ces dernières années, plusieurs décisions ont conduit à une baisse importante des effectifs de la protection civile. Nous avons, par exemple, réduit la durée de l'obligation de servir, qui est passée de 20 à 14 ans. Dans l'avis en réponse à une interpellation de notre collègue Priska Seiler Graf, le Conseil fédéral a répondu: "l'effectif réel de la protection civile s'élevait à environ 76 000 personnes à la fin 2020", donc il était de 4000 de plus que l'effectif qui devrait être celui dont nous avons besoin. Je continue la citation: "Après les libérations liées à la réduction de la durée de l'obligation de servir, l'effectif réel de 2021 s'élevait à 69 000 personnes." En une année, nous avons donc perdu, à la suite de cette décision, 7000 personnes dans la protection civile. C'est donc notre faute.

Nous avons aussi introduit l'aptitude différenciée. Ce sont des vases communicants: lorsque l'on augmente le nombre de personnes aptes au service militaire afin d'augmenter les effectifs de l'armée, on diminue logiquement le nombre de personnes aptes à la protection civile. Comme le Conseil fédéral ne veut pas introduire une aptitude différenciée dans la protection civile, le problème est persistant. A ce propos, la justification avancée par le Conseil fédéral dans son rapport ne tient, à notre avis, pas la route. Ce n'est pas parce que le nombre de fonctions est limité dans la protection civile et que toutes les fonctions participent potentiellement aux travaux sur le terrain qu'il est impossible d'introduire une aptitude différenciée. C'est juste un manque de volonté et cela permet, au passage, de taper sur le service civil.

Les cantons portent également une large responsabilité dans le problème d'alimentation de la protection civile, dont, rappelons-le quand même, ils sont responsables.

Comment expliquer que certains cantons aient largement assez de personnes actives et que d'autres non? Sur ce point, il serait peut-être instructif d'étudier les différences entre les cantons, et que ceux-ci partagent entre eux leurs bonnes pratiques. Il faut encore rappeler que la protection civile est ouverte sur une base volontaire aux femmes et aux étrangers,

AB 2025 N 245 / BO 2025 N 245

mais que cela n'a aucun succès. On le voit, les marges de manoeuvre ne sont tout simplement pas utilisées. Nous pourrions encore ajouter que la loi fixe un maximum de 245 jours de service dans la protection civile, mais que le nombre de jours qui est effectivement effectué en moyenne est de seulement 80. Comme cela est très précisément dit dans un rapport du Conseil fédéral sur l'alimentation de l'armée et de la protection civile, le problème des cantons, c'est en réalité les coûts de la protection civile.

Dans ce contexte, le groupe des Verts entrera en matière sur le projet 2, qui renforce à l'interne les effectifs, et proposera dans la discussion par article des modifications pour aller plus loin. Par contre, nous n'entrerons pas en matière sur le projet 1, qui n'est rien d'autre qu'une énième attaque contre le service civil.

Aujourd'hui déjà, il est possible de faire reconnaître les organisations de la protection civile comme établissements d'affectation. Aujourd'hui déjà, les deux collaborent en cas d'événement majeur. A vrai dire, la seule nouveauté, c'est la question de la formation et des cours de répétition. Mais est-ce vraiment cela qui est important? J'irai plus loin: en fait, cette loi est totalement superflue. Elle crée pour la Confédération et les cantons une immense machine bureaucratique sans plus-value pour la sécurité de la population. Elle vise à résoudre un problème mais en crée un autre. Les établissements, par exemple dans le domaine de la santé, vont perdre des civilistes au profit de la protection civile, indépendamment de la situation. Le Conseil fédéral, dans sa prise de position, nous dit qu'il va être pragmatique. Le problème, c'est quand même que nous allons sortir des civilistes des hôpitaux pour les envoyer sur le Lauberhorn, et cela, à notre avis, n'est simplement pas acceptable.

Le groupe des Verts n'entrera donc pas en matière sur le projet 1 et acceptera évidemment la proposition de suspension Addor, en attendant le traitement de l'objet 25.033, récemment transmis au Parlement par le Conseil fédéral.

Seiler Graf Priska (S, ZH): Diese Revision des Bevölkerungs- und Zivilschutzgesetzes ist überflüssig und sogar schädlich. Es wird suggeriert, dass mit dieser Vorlage die Bestände des Zivilschutzes gesichert werden können. Für dieses Anliegen habe ich Verständnis, der Zivilschutz ist wichtig, aber ich bezweifle sehr, dass alle der vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich ihr Ziel erreichen werden. Vielmehr handelt es sich bei dieser Vorlage wieder einmal mehr um einen Angriff auf den Zivildienst. Das ist schade und unnötig. Doch lassen Sie mich ausführen, warum.

Klar ist, dass diese Gesetzesrevision zwangsläufig zu einer Verschlechterung des Zivildienstes führt. Neu sollen nämlich Zivildienstleistende verpflichtet werden, Einsätze im Zivilschutz zu leisten – eben wegen der angeblich fehlenden Alimentierung der Zivilschutzbestände. Während in Katastrophen und Notlagen heute schon



eine gute Zusammenarbeit von Zivildienst und Zivilschutz möglich ist und auch erfolgreich praktiziert wird, sollen nun neu Zivildienstleistende verpflichtet werden, Einsätze in Wiederholungskursen des Zivilschutzes zu machen – es geht also eigentlich nur um die Wiederholungskurse -; somit gehen aber produktive Diensttage zugunsten der Gesellschaft verloren, nämlich bei der Betreuung in Spitälern und Heimen oder bei der Arbeit im Umwelt- und Naturschutz. Dafür sollen Zivildienstleistende im Zivilschutz zum Beispiel Skipisten für Skirennen präparieren.

Diese Zwangseinsätze in Zivilschutzorganisationen führen unweigerlich dazu, dass die Einsatzbetriebe des Zivildienstes keine Planungssicherheit mehr haben. Dies schadet den Einsatzbetrieben. Letztlich schadet es aber auch der Gesellschaft: Wenn ich zum Beispiel in Schulen und Pflegeheimen nicht mehr damit rechnen kann, dass Zivis auch tatsächlich während ihrer ganzen Einsatzdauer ihren Job machen können, dann macht das die Planung praktisch unmöglich.

Zivis können mit dieser Gesetzesänderung von ihrer Arbeit am Spitalbett abberufen werden, um in einem Kanton mit Unterbestand bei einer Wegausbesserung helfen zu müssen. Das kann es doch nicht sein. Dieser Zwangseingriff ist höchst unfair – gar nicht unbedingt nur gegenüber den Zivildienstleistenden, sondern vor allem gegenüber den Einsatzbetrieben. Die Einsatzbetriebe leisten einen wichtigen Beitrag für die Gesellschaft; dieser Beitrag wird gebraucht und kann nicht einfach negiert werden. Wenn wir möchten, dass mehr Zivildienstleistende im Zivilschutz arbeiten: Dafür müssen wir das Gesetz gar nicht ändern. Ich komme damit zum Kern meines Votums: Vermutlich geht es ja auch gar nicht darum; vermutlich geht es um etwas anderes. Diese Vorlage ist nämlich die erste in einem ganzen Reigen von schier unerschöpflichen Ideen dazu, wie der Zivildienst geschwächt werden kann. Schwächen tut man mit dieser Vorlage aber nicht den Zivildienst oder die Zivildienstleistenden, sondern die Einsatzbetriebe. Oder anders gesagt: Man schlägt den Sack und meint den Esel.

Verstehen Sie mich richtig: Auch der Zivilschutz leistet eine unverzichtbare Arbeit zugunsten der Gesellschaft und der Bevölkerung. Und in einigen Kantonen sind die Bestände offenbar nicht genügend alimentiert, während es in anderen Kantonen klappt. Ich mutmasse jetzt nicht, warum was wo der Fall ist. Aber diese Probleme müssen innerhalb des Zivilschutzes gelöst werden, und diese Probleme können innerhalb des Zivilschutzes gelöst werden. Daher unterstützt die SP-Fraktion auch explizit die Aufhebung des Wohnsitzprinzips im Zivilschutz. Schutzdienstpflichtige aus Kantonen mit einem Überbestand können nun Kantonen mit einem Unterbestand zugeteilt werden – endlich, ist man versucht zu sagen, denn dieser Schritt war längst überfällig.

Interessanterweise gibt es ja schon im heutigen Gesetz den sogenannten nationalen Personalpool. Zivilschutzorganisationen mit Unterbeständen hätten mit dem Personalpool schon jetzt die Möglichkeit, Lücken zu schliessen, verzichten aber laut der Regierungskonferenz Militär, Zivilschutz und Feuerwehr (RK MZF) weitgehendst darauf. Hm, vielleicht ist der Bedarf ja doch gar nicht so gross.

Die SP-Fraktion empfiehlt darum, auf die Vorlage A klar nicht einzutreten. Das entspricht dem Antrag der Minderheit Molina und unterstützt auch den Sistierungsantrag der Minderheit Addor. Die zahlreichen Minderheitsanträge werden meine Kolleginnen und Kollegen in der Detailberatung begründen. Zum jetzigen Zeitpunkt kann ich vorerst sagen, dass die SP-Fraktion alle Minderheiten unterstützen wird. Falls wir die Vorlage materiell nicht verbessern können – und davon gehe ich ehrlicherweise aus –, werden wir die Vorlage in der Gesamtabstimmung ablehnen.

Noch ein Wort zum Einzelantrag Theiler: Dieser betrifft Artikel 4 des Gesetzes über die Wehrpflichtersatzabgabe und darin eine Änderung, die die SiK-N eingeführt hat. Die SP-Fraktion wird den Einzelantrag Theiler unterstützen. In einem Schreiben des Bundesamtes für Bevölkerungsschutz (BABS) konnte uns klar aufgezeigt werden, dass diese Regelung zu einer massiven Besserstellung der Zivilschutzleistenden gegenüber den Armeeangehörigen führen würde. Wichtig für die SP-Fraktion bleibt aber weiterhin, dass es auch für Ausländerinnen und Ausländer möglich sein soll, freiwillig Zivilschutz zu leisten. Die Formulierung in Artikel 4, das muss ich zugeben, war jedoch nicht ganz gelungen.

Ich bitte Sie aus diesem Grund, den Einzelantrag Theiler zu unterstützen und die Vorlage A abzulehnen.

Theiler Heinz (RL, SZ): Namens der FDP-Liberalen Fraktion nehme ich zur Änderung des Bundesgesetzes über den Bevölkerungsschutz und den Zivilschutz (BZG) Stellung.

Den Auftrag, das BZG zu ändern, hat der Bundesrat dem VBS und dem WBF noch vor dem Krieg in der Ukraine erteilt. Durch die Zeitenwende des Krieges hat dieses Geschäft jedoch an Brisanz gewonnen. Es geht hier um nichts weniger als darum, den Katastrophenschutz in Friedenszeiten, zum Beispiel bei vermehrt auftretenden Naturkatastrophen, und den Schutz der Schweizer Bevölkerung in Krisenzeiten garantieren zu können – ein Verfassungsauftrag, den es zu erfüllen gilt.

Die gegenwärtige sicherheitspolitische Lage zwingt uns, auch bei der Revision des BZG einen Gang höher zu



schalten. Der Zivilschutz ist mit Unterbeständen konfrontiert, obwohl die nationale Zielgrösse vor zehn Jahren auf 72 000

AB 2025 N 246 / BO 2025 N 246

Zivilschutzangehörige festgelegt wurde. Vor einem Jahr lag der tatsächliche Ist-Bestand nämlich bei 60 000 Zivilschutzangehörigen und damit deutlich unter der Zielvorgabe. Wenn das so weitergeht, dann liegt diese Zahl in fünf Jahren, also im Jahr 2030, bei nur noch rund 50 000. Diese Zahl hätte einen Leistungsabbau beim Zivilschutz zur Folge, und dies notabene in einer Zeit, in der mit sicherheitspolitischen Verwerfungen in Europa zu rechnen ist und wir uns das schlicht nicht leisten können. Auch wir gehören zu diesem Europa. Dagegen lässt sich nichts machen. Aber gegen den Schwund an Zivilschutzangehörigen lässt sich ja wohl etwas machen, wie diese Vorlage zeigt.

Die Vorlage sieht verschiedene Massnahmen vor. In der Hauptsache geht es aber um die Schutzdienstpflicht für bestimmte Militärdienstpflichtige und ehemalige Armeeangehörige und darum, dass Zivilschutzorganisationen als Einsatzbetriebe des Zivildienstes vorgesehen werden können. Da die Änderung des BZG dringend und nötig ist, hat der Bundesrat beantragt, die Revision in zwei Teile aufzuteilen. Denn bei der Vorlage, gemäss der Zivildienstleistende auch für den Zivilschutz aufgeboden werden können, zeichnet sich mit Blick auf die Vernehmlassung politischer Widerstand ab. Um die nicht umstrittenen Teile der Revision nicht zu verzögern, wird deshalb separat darüber befunden.

Der politische Widerstand gegen den Revisionsentwurf, dass Zivildienstleistende auch für den Zivilschutz aufgeboden werden können, kommt aus der politisch linken Ecke. Für die FDP-Liberale Fraktion ist es nicht nachvollziehbar, weshalb es nicht möglich sein soll, dass Zivildienstleistende auch für den Zivilschutz aufgeboden werden, wenn es dort Personalengpässe gibt. Dadurch wird ein Problem gelöst, das viele Kantone kennen, nämlich dass die Zivilschutzbestände heute nicht mehr ausreichen. Dass Zivildienstleistende nach klaren Kriterien und Vorgaben im Rahmen des Zivilschutzes eingesetzt werden können, ist angemessen und hilft, den Verfassungsartikel zum Bevölkerungsschutz zu erfüllen. Die Kantone stehen ebenfalls voll hinter der Vorlage. Der Zivildienst wurde 1996 geschaffen, um das Problem der Dienstverweigerer aus Gewissensgründen zu lösen. Wer einen Gewissenskonflikt hat, kann seither statt Militärdienst einen zivilen Ersatzdienst leisten. Dieser kann nach Meinung der FDP-Fraktion genauso gut im Zivilschutz wie im Zivildienst stattfinden, denn die Vorlage kommt nur im Fall von Unterbeständen zum Tragen und wenn die Kantone das Problem nicht anders lösen können. Übrigens: Im Notfall wäre dies sogar bereits jetzt möglich. Jedoch sind die Zivildienstangehörigen heute nicht dafür ausgebildet. Dies würde nun geändert.

Die FDP-Liberale Fraktion erachtet die Revision des Bevölkerungs- und Zivilschutzgesetzes als notwendig, um für die geopolitischen und sicherheitspolitischen Herausforderungen gerüstet zu sein und die Verfassungsbestimmungen zu erfüllen. Ebenso erachten wir es als notwendig, dass diese Revision so bald als möglich beschlossen wird.

Den Antrag der Kommission zu Artikel 4 WPEG, also zur Wehrpflichtersatzabgabe, bekämpfen wir mit dem Einzelantrag Theiler. Der Antrag der Kommission hätte eine massive Ungleichbehandlung zur Folge. Das Bundesamt für Bevölkerungsschutz kommt zu einem eindeutigen Schluss: Der Kommissionsantrag würde eine nicht gerechtfertigte Besserstellung der eingebürgerten gegenüber den anderen Schutzdienstleistenden, auch gegenüber den freiwilligen bedeuten. Deshalb lehnt die FDP-Liberale Fraktion diesen Kommissionsantrag ab und unterstützt den Einzelantrag Theiler.

Es ist wichtig, dieses Geschäft im grossen Zusammenhang und im Kontext der geopolitischen Sicherheitslage zu beurteilen. Es ist für die Resilienz unseres Landes entscheidend, dass diese Gesetzesrevision so bald als möglich umgesetzt wird. Nur so wird es uns gelingen, die Herausforderung im Bevölkerungsschutz zu meistern und damit den Verfassungsauftrag zu erfüllen.

Aus diesen und den oben erwähnten Gründen folgt die FDP-Liberale Fraktion dem Ständerat und empfiehlt Ihnen, das auch zu tun.

Hässig Patrick (GL, ZH): Wir sprechen heute über die Frage der Alimentierung wichtiger Sicherheitsbereiche der Schweiz. Wir sprechen und befinden über Massnahmen, die eine Ausweitung der Schutzdienstpflicht auf bestimmte Militärdienstpflichtige und ehemalige Armeeangehörige vorsehen. Zudem können Zivildienstleistende verpflichtet werden, einen Teil ihrer Zivildienstpflicht im Zivilschutz eines Kantons mit einem Unterbestand zu leisten.

Der Zivilschutz wie auch der Zivildienst sind für unser Land unentbehrlich. Beide Dienste haben eine wichtige Mission, und Angehörige beider Organisationen leisten wertvolle Arbeit für unser Land. Dass wir jedoch zu wenig Schutzdienstleistende haben, ist selbstverschuldet. Mit der Totalrevision des BZG wurde die Dauer der



Schutzdienstpflicht von 20 auf 12 Jahre verkürzt. Der Bundesrat hatte in der Botschaft vom 21. November 2018 diese Kürzung damit begründet, dass die Alimentierung des Zivilschutzes mit einer Dauer von 12 Jahren gewährleistet sei. Aktuell ist die Dauer der Schutzdienstpflicht bei maximal 12 Jahren festgelegt, und der Bundesrat hat die Kompetenz, sie um maximal 2 Jahre zu verlängern. Neu soll die Schutzdienstpflicht auf 14 Jahre angehoben werden, aber der Bundesrat verliert seine Kompetenz, wenn nötig um 2 Jahre zu erhöhen. Das ist nicht nachvollziehbar, wenn man bedenkt, dass die Dauer bis Ende 2020 noch bei 20 Jahren lag. Für uns ist aber klar, dass der Zivilschutz genügend ausgebildetes Personal braucht, um im Ereignisfall seine Aufgaben zu erfüllen. Deshalb unterstützen wir grundsätzlich die Stossrichtung dieser Revision.

Es ist okay, dass in klar definierten Fällen Zivildienstleistende für den Zivilschutz verpflichtet werden können. Das stärkt die Bereitschaft der Schweiz bei Ereignissen wie beispielsweise Naturkatastrophen. Die Vorlage des Bundesrates sieht vor, dass der Bund mit seiner zivilen Sicherheitsmannschaft, nämlich dem Zivildienst, die Kantone unterstützt. Die Kriterien zur Definition des Soll-Bestandes überlässt er aber vollständig den Kantonen. Dieses Ungleichgewicht muss korrigiert werden, denn es verstösst gegen die Grundsätze der Subsidiarität und des Föderalismus. Wenn Zivildienstpflichtige verpflichtet werden sollen, Ausbildungsdienste des Zivilschutzes zu leisten, so müssen die Soll-Bestände der Kantone wenigstens aufgrund einheitlicher nationaler Kriterien berechnet werden. Dies beantragt in dieser Vorlage die Minderheit I (Hässig Patrick) – mehr dazu später.

Ebenfalls muss uns in der heutigen Debatte bewusst sein, dass jeder Zivildienstleistende, der zu einem Zivilschutzereinsatz verpflichtet wird, im Zivildienst fehlt. Ich kann Ihnen sagen, dass dies gerade in meinem Bereich, der Pflege, einschneidend sein kann. Das heisst, dass eine oder mehrere Personen weniger zum Beispiel die Pflege unterstützen, im Schulunterricht aushelfen oder die Präventionsarbeiten zur Verhinderung von Naturkatastrophen durchführen können. Aus Sicht der GLP-Fraktion sollten Zivildienstleistende deshalb nur vom Zivilschutz aufgeboten werden, wenn es wirklich nicht anders geht. Insbesondere sollte dies nur dann möglich sein, wenn der Zivilschutz alle seine sonstigen Möglichkeiten zur Rekrutierung ausgeschöpft hat. Wir dürfen den Zivildienst nicht einfach als Personalpool für den Zivilschutz sehen, sonst schaden wir dem Zivildienst mehr, als wir dem Zivilschutz helfen, und dies kann nicht im Interesse unseres Landes sein. Um das zu verhindern, braucht es aus unserer Sicht noch eine Reihe von Verbesserungen am vorliegenden Entwurf. Wir werden in der Detailberatung noch genauer darauf eingehen.

Schliesslich möchten wir festhalten, dass diese Revision aus Sicht der GLP-Fraktion nur einen Zwischenschritt darstellen kann. Es ist Symptombekämpfung innerhalb eines reformbedürftigen Systems und, wenn wir ehrlich sind, eine "Pflasterlpolitik". Längerfristig braucht es eine grosse Reform des ganzen Dienstsystems. Darüber werden wir heute im Rahmen der Behandlung der Service-citoyen-Initiative nochmals diskutieren.

Die GLP-Fraktion wird jedoch auf dieses Geschäft eintreten, obwohl uns dieses ständige Schiessen auf den Zivildienst und Schwächen des Zivildienstes absolut missfällt.

AB 2025 N 247 / BO 2025 N 247

Götte Michael (V, SG): Ich spreche im Namen der SVP-Fraktion zur Änderung des Bevölkerungs- und Zivilschutzgesetzes. Die SVP-Fraktion unterstützt die überfällige Vorlage und den Einzelantrag Theiler. Die Sicherheit unseres Landes ist eine der zentralen Aufgaben des Staates. Doch was nützt uns die beste Strategie, wenn wir im Ernstfall nicht genügend Personal haben, um sie umzusetzen? Der Zivilschutz, das Rückgrat unserer Katastrophenbewältigung, ist in der Krise. Dieses Rückgrat droht zu brechen.

Heute reden wir nicht über eine abstrakte Zukunftsfrage, sondern über eine real drohende Unterversorgung. Der Soll-Bestand des Zivilschutzes liegt bei 72 000 Personen; Anfang 2024 betrug der Bestand noch 60 000. Und wenn wir nicht handeln, werden es 2030 noch 50 000 sein. Das ist nicht mehr hinnehmbar. Wer ernsthaft glaubt, dass wir so auf eine Pandemie, eine Naturkatastrophe oder eine Energiekrise vorbereitet sind, ignoriert die Realität. Wenn es brennt, braucht man nicht Debatten, sondern Feuerwehrleute. Diese einfache Logik müssen wir hier anwenden. Es gibt kein Erkenntnisdefizit, sondern ein Handlungsdefizit.

Die vorliegende Gesetzesänderung setzt genau hier an. Zivildienstpflichtige sollen, wenn es an Personal fehlt, einen Teil ihres Dienstes im Zivilschutz leisten. Das ist kein unzumutbarer Eingriff, sondern eine notwendige Anpassung an die Realität. Die Sicherheit unseres Landes kann nicht von ideologischen Grabenkämpfen abhängen. Klar ist: Wer zum Zivilschutz aufgeboten wird, wird ausgebildet, niemand wird ohne Schulung in den Ernstfall geschickt. Die Gegner dieser Vorlage sprechen von Zwang und von einem schwächeren Zivildienst. Ich frage Sie: Was ist mit der Pflicht zur Gewährleistung der Sicherheit unserer Bevölkerung? Was ist mit jenen, die auf Hilfe angewiesen sind, wenn Hochwasser, Erdbeben oder andere Katastrophen ihr Leben und ihr Hab und Gut bedrohen?



Es ist geradezu absurd, dass in diesem Saal seitens der SP und der Grünen dagegen argumentiert wird, gleichzeitig aber beklagt wird, dass der Zivildienst nicht genügend Personal habe. Wollen wir eine funktionierende Katastrophenhilfe oder nicht? Ein Zivildienstleister in einem Pflegeheim, der dort aushilft, erbringt eine wertvolle Arbeit wie auch der Zivildienstleistende, der den Primarschülern, den Kindergärtnern über die Strasse hilft; das könnten wir noch weiterführen. Aber wenn ein Dorf nach einem Erdbeben evakuiert werden muss, dann braucht es Hände, die anpacken, es braucht Menschen, die Trümmer beseitigen, Notunterkünfte bauen und Leben retten. Das ist nicht verhandelbar.

Der Ständerat hat diesen Weg mit klarer Mehrheit unterstützt. Auch die Kantone stehen hinter der Vorlage. Sie sind es, die im Krisenfall die Verantwortung tragen. Wir dürfen uns nicht in parteipolitischen Spielchen verlieren, wenn es um die Sicherheit unserer Bevölkerung geht. Heute entscheiden wir über ein Gesetz, das keine Theorie bleiben wird, sondern in der nächsten Krise reale Bedeutung hat.

Die Minderheitsanträge aus der Sicherheitspolitischen Kommission des Nationalrates und den Nichteintretensantrag der Minderheit Molina lehnt die SVP-Fraktion aus diesen Gründen geschlossen ab. Stimmen wir der Gesetzesanpassung zu – aus Vernunft, aus Verantwortung und aus Respekt vor den Menschen, die auf unseren Schutz angewiesen sind.

Amherd Viola, Bundesrätin: Wir haben es bereits gehört: Die Bestände im Zivildienst sind seit Jahren rückläufig. Während in der Strategie Bevölkerungsschutz und Zivildienst 2015 plus und in der Totalrevision des Bevölkerungs- und Zivildienstgesetzes per 1. Januar 2021 ein Soll-Bestand von 72 000 Zivildienstangehörigen festgelegt wurde, betrug der Ist-Bestand per 1. Januar 2025 nur noch 57 000 Zivildienstangehörige. Die Festlegung des aktuellen Soll-Bestandes auf 72 000 Zivildienstangehörige ist nicht einfach aus der Luft gegriffen. Dieser Soll-Bestand basiert auf der Gefährdungs- und Risikoanalyse und den Leistungsaufträgen der Kantone. Dabei kommt es nicht in erster Linie darauf an, dass jeder Schutzdienstleistende möglichst viele Stunden leistet. Vielmehr braucht es eine gewisse Anzahl an gut ausgebildeten Schutzdienstleistenden, um den kurzfristigen Einsatz und vor allem auch die Durchhaltefähigkeit des Zivildienstes sicherzustellen.

Der Rückgang bei den Beständen ist in erster Linie auf die Reduktion der Dauer der Schutzdienstpflicht von 20 auf 14 Jahre und die Einführung der differenzierten Tauglichkeit bei der Rekrutierung der Armee zurückzuführen. Bei gleichbleibenden Rekrutierungszahlen wird der Zivildienstbestand bis ins Jahr 2030 auf rund 50 000 Zivildienstangehörige sinken. Dies hätte zur Folge, dass der Zivildienst seine Aufgaben nicht mehr vollumfänglich erfüllen und den Schutz der Schweizer Bevölkerung bei Katastrophen und Notlagen, aber auch im Falle eines bewaffneten Konflikts nicht mehr sicherstellen könnte. Im Hinblick auf die für den Zivildienst gestiegenen Herausforderungen beim Schutz der Bevölkerung – Stichworte Klimawandel und zunehmende Zahl von Naturereignissen –, aber auch auf die veränderte sicherheitspolitische Lage braucht der Zivildienst genügend Leute, um seine Aufgaben bewältigen zu können.

Der Bundesrat unterbreitet Ihnen deshalb eine Vorlage zur Änderung des Bevölkerungs- und Zivildienstgesetzes mit entsprechenden Anpassungen im Zivildienstgesetz und im Militärgesetz, mit der die Bestände im Zivildienst mittelfristig verbessert werden sollen. Die Vorlage sieht dazu mehrere Massnahmen vor.

Als erste Massnahme soll die Schutzdienstpflicht auf gewisse Militärdienstpflichtige ausgeweitet werden. Dies betrifft einerseits Militärdienstpflichtige, die mit 25 Jahren die Rekrutenschule noch nicht absolviert haben und deshalb aus der Armee entlassen werden. Andererseits betrifft es Armeeangehörige, die nach Absolvierung der Rekrutenschule militärdienstuntauglich werden und noch mindestens 80 Diensttage leisten müssten.

Zweitens werden beim Zivildienst mehrere Anpassungen vorgenommen: Das Wohnsitzprinzip wird aufgehoben, sodass Schutzdienstpflichtige von Kantonen mit einem Überbestand in Kantonen mit einem Unterbestand eingesetzt werden können. Weiter wird der Personalpool abgeschafft und eine Frist zur Absolvierung der Grundausbildung eingeführt. So wird sichergestellt, dass alle rekrutierten Schutzdienstpflichtigen möglichst rasch ausgebildet werden und dem Zivildienst zur Verfügung stehen.

Als dritte Massnahme sollen Zivildienstpflichtige verpflichtet werden können, einen Teil ihres Zivildienstes in einer Zivildienstorganisation zu erbringen. Zivildienstorganisationen in Kantonen, die einen Unterbestand im Zivildienst aufweisen, werden als Einsatzbetriebe des Zivildienstes anerkannt. Die Zivildienstpflichtigen absolvieren die Grundausbildung und die Wiederholungskurse zusammen mit den Schutzdienstpflichtigen und können auf freiwilliger Basis eine Kaderlaufbahn einschlagen. Ihr Einsatz im Zivildienst beträgt auf Stufe Mannschaft dabei maximal 80 Diensttage. Bei Personen, die direkt nach der Rekrutierung zum Zivildienst wechseln, entspricht dies einem Viertel von insgesamt rund 370 Zivildiensttagen. Den überwiegenden Teil ihres Dienstes erbringen sie damit immer noch in den bestehenden Tätigkeitsbereichen des Zivildienstes. Sie unterstehen während des gesamten Dienstes den Bestimmungen zum Zivildienst, und das Bundesamt für Zivildienst bleibt zuständig.



Diese dritte Massnahme kommt nur als Ultima Ratio zum Zug, wenn sämtliche Mittel des Zivilschutzes ausgeschöpft sind und die Aufgabenerfüllung des Zivilschutzes anders nicht mehr erbracht werden kann. Es handelt sich dabei, das wurde auch bereits gesagt, nicht um einen Automatismus. Es steht den Kantonen frei, auf diese Möglichkeit zu verzichten.

Die Kantone werden mit der Vorlage neu auch auf Gesetzesstufe verpflichtet, ihre Soll-Bestände, gestützt auf definierte Grundlagen wie die kantonalen Gefährdungs- und Risikoanalysen und gestützt auf die Leistungsaufträge, begründet und nachweislich festzulegen und regelmässig zu aktualisieren.

Der Bundesrat ist der Ansicht, dass mit diesen Massnahmen die Personalbestände mittelfristig so weit verbessert werden können, dass der Zivilschutz seine Aufgaben zum Schutz der Bevölkerung erfüllen kann. Die vorliegende Revision wird ausserdem für weitere kleinere Anpassungen genutzt: So werden aktuelle rechtliche Grundlagen für den koordinierten

AB 2025 N 248 / BO 2025 N 248

Sanitätsdienst und den koordinierten Verkehr geschaffen. Auf Wunsch der Kantone wird zudem eine Bestimmung ergänzt, wonach der Bund den Aufbau und Betrieb der kantonalen Notfalltreffpunkte koordinieren kann. Die Vorlage des Bundesrates wurde in der Vernehmlassung breit unterstützt. Lediglich die Massnahmen, die die Zivildienstleistenden betreffen, sind umstritten. Der Bundesrat hat sich daher entschieden, die Vorlage in zwei Teilen zu bringen. Vorlage A enthält alle Bestimmungen, die die Verpflichtung von Zivildienstleistenden zum Zivilschutz und zum koordinierten Sanitätsdienst bzw. die die Zivildienstleistenden im Zivilschutz betreffen. Vorlage B enthält die übrigen Bestimmungen zum Zivilschutz, zum koordinierten Sanitätsdienst und zu den Notfalltreffpunkten. Durch diese Aufteilung soll vermieden werden, dass im Falle eines Referendums auch der unbestrittene Teil der Vorlage betroffen ist.

Der Ständerat hat in der Herbstsession Vorlage A mit 33 zu 9 Stimmen deutlich und Vorlage B einstimmig angenommen. Die SiK-N ist auf beide Vorlagen eingetreten und hat sie ebenfalls deutlich bzw. einstimmig angenommen. Ich bitte Sie, dem zu folgen und auf die Vorlagen einzutreten.

Nun äussere ich mich noch kurz zum Sistierungsantrag. Mit der laufenden Revision des Zivildienstgesetzes zur Umsetzung der Motion 22.3055 sollen verschiedene Massnahmen getroffen werden, um die Zahl der Armeeangehörigen, die zum Zivildienst wechseln, zu reduzieren. Die Botschaft wurde vom Bundesrat im Februar 2025 verabschiedet. Bei der vorliegenden Revision des BZG geht es um ein anderes Thema, nämlich um die Verbesserung der Bestände im Zivilschutz. Die beiden Revisionen sind unabhängig voneinander. Es macht keinen Sinn, dieses Geschäft zu verzögern und die beiden Vorlagen zu verheiraten.

Ich bitte Sie daher, der SiK-N zu folgen und auch den Minderheitsantrag Addor abzulehnen.

Hässig Patrick (GL, ZH): Geschätzte Frau Bundesrätin, können Sie bestätigen, dass es selbstverschuldet ist, dass wir zu wenig Zivilschützer haben, und dass jetzt die Zivildienstleistenden dafür bezahlen müssen?

Amherd Viola, Bundesrätin: Diese Frage ist irrelevant. Es geht um den Schutz der Bevölkerung, und wir müssen genügend grosse Bestände haben, um die Bevölkerung zu schützen. Wir hatten im letzten Sommer Beispiele: Es gab Unwetter in verschiedenen Kantonen; dort hat der Zivilschutz eine wichtige Aufgabe erfüllt. Wenn wir das auch in Zukunft wollen, brauchen wir entsprechende Bestände.

Addor Jean-Luc (V, VS): Madame la conseillère fédérale, vous nous avez dit à l'instant que le projet de révision de la loi fédérale sur le service civil, que le Conseil fédéral a adopté le 19 février, peut être considéré indépendamment de ce que nous faisons aujourd'hui. Mais il n'y a pas seulement ce projet, et je ne suis pas sûr que cela soit juste. Il y a aussi la question du futur modèle de l'obligation de servir. Est-ce que tout cela n'est pas lié? Est-ce qu'en saucissonnant l'examen de questions qui sont intimement liées, on n'est pas en train de faire un travail inefficace et incohérent?

Amherd Viola, conseillère fédérale: Je ne suis pas d'accord avec votre appréciation. La révision que l'on traite maintenant vise à augmenter le nombre d'astreints à la protection civile. Là, on peut continuer; on peut maintenant avoir une amélioration et assurer que la population puisse être aussi protégée à l'avenir. Lors des intempéries de l'été passé, il a été très important que la protection civile soit au service de la population. Nous voulons garantir des moyens suffisants pour protéger la population. Les autres thèmes sont traités à part, mais bien sûr, tout a un lien – tout. Mais ce que l'on décide maintenant n'a pas d'effet négatif sur les autres révisions.

Fivaz Fabien (G, NE): Madame la conseillère fédérale, je suis assez choqué de ce que vous avez dit auparavant à propos du service civil. A mon avis, on ne peut pas dire que le service civil n'est pas pertinent. J'aimerais



vraiment que vous nous disiez à quel point le service civil est important, à quel point il a servi durant la pandémie ou pour l'accueil des réfugiés. Ce sont des milliers de personnes qui travaillent des millions d'heures dans le domaine social et dans celui de la santé. Est-ce que vous confirmez que le service civil, aujourd'hui, est inutile?

Amherd Viola, conseillère fédérale: Je ne me suis peut-être pas bien exprimée. Je ne voulais absolument pas dire que le service civil n'était pas pertinent. Pas du tout: il est pertinent. Les gens qui font le service civil accomplissent un travail considérable et important – pour moi, c'est clair et c'est sûr. Mais le conseiller national a expliqué que les problèmes que l'on a maintenant avec le nombre de gens qui s'engagent dans la protection civile sont "selbstverschuldet", et je voulais dire que ce n'est pas pertinent de savoir si c'est "selbstverschuldet" ou non. On a maintenant un problème sur la table et on doit résoudre ce problème, mais cela n'a rien à voir avec l'importance du travail effectué par le service civil.

Gartmann Walter (V, SG), für die Kommission: Sie haben jetzt viele Voten gehört. Aus der Kommission kann ich vielleicht mitteilen, dass wir alle grundsätzlich das gleiche Ziel haben. Wir haben eine geopolitische Lage, die die Armee fordert, Naturkatastrophen, die den Zivilschutz fordern, und wir haben auch einen Arbeitskräftemangel in der Pflege, der den Zivildienst fordert. Grundsätzlich bezweckt diese Botschaft genau dies: dass wir alle zusammen etwas weiterkommen.

Ein Pilotprojekt in Graubünden hat gezeigt, dass es gute Ansätze gibt, aber – das hat vorhin schon Herr Candinas gesagt – die Freiwilligkeit, die fehlt hier. Mit der Freiwilligkeit kommt man nicht weiter. Die Freiwilligkeit hat bewiesen, dass es hier eine Pflicht braucht. Die Leute erscheinen nicht, oder sie haben keine Lust, Zivildienst zu leisten. Ich denke – wir haben auch in der Kommission ausführlich diskutiert, wo das Problem liegt –, wir müssen hier etwas machen. Die Vorlage geht einer Mehrheit entsprechend in die richtige Richtung. Ich glaube auch, wenn wir hier den Zivilschutz stärken, indem man die Zivis in die Pflicht nimmt, kommen wir einen Schritt weiter.

Es ist richtig, wir haben viele Minderheiten, ihre Anträge liegen auf dem Tisch, wir werden nachher noch darüber diskutieren, sie wurden auch in der Kommission gestellt.

Die Kommission ist grossmehrheitlich eingetreten und empfiehlt Ihnen Eintreten und Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Chappuis Isabelle (M-E, VD), pour la commission: Nous l'avons entendu de la part de tous nos collègues aujourd'hui: concernant notre situation sécuritaire, nous avons besoin de plus de sécurité et d'effectifs. La crainte existe que les effectifs diminuent encore et toujours plus. Nous avons également entendu que le projet pilote des Grisons montre que l'engagement sur base volontaire ne fonctionne pas. Si tous les domaines de service sont importants, il faut maintenant avoir des hommes et des femmes formés, qui savent obéir à une ligne de commandement et travailler en équipe.

C'est pourquoi la commission vous demande d'entrer en matière et d'accepter le projet A et le projet B de cette modification de loi.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir stimmen über den Antrag der Minderheit Addor auf Sistierung der Beratung der Vorlagen 1 und 2 ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30316)

Für den Antrag der Minderheit ... 82 Stimmen

Dagegen ... 107 Stimmen

(1 Enthaltung)

AB 2025 N 249 / BO 2025 N 249

1. Bundesgesetz über den Bevölkerungsschutz und den Zivilschutz (Vorlage A: Einsatz von zivildienstpflichtigen Personen im Zivilschutz)

1. Loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile (Projet A: Affectation de personnes astreintes au service civil dans la protection civile)

Antrag der Mehrheit

Eintreten





Antrag der Minderheit

(Molina, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)
Nichteintreten

Proposition de la majorité

Entrer en matière

Proposition de la minorité

(Molina, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)
Ne pas entrer en matière

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir stimmen über den Antrag der Minderheit Molina auf Nichteintreten auf die Vorlage 1 ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30317)

Für Eintreten ... 128 Stimmen

Dagegen ... 62 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung, Art. 29a

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I introduction, art. 29a

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): In der Detailberatung zu Vorlage 1 werden auch die Anträge der Minderheiten zu Vorlage 2 behandelt.

Molina Fabian (S, ZH): Ich spreche zu meinen Minderheiten in den Vorlagen A und B. Mit der Minderheit II (Molina) bei Artikel 36 BZG möchte ich beim geltenden Recht bleiben. (*Zwischenruf der Präsidentin: Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, führen Sie Ihre Gespräche doch bitte in der Wandelhalle. Hier am Rednerpult spricht nun Herr Molina.*) Vielen Dank, Frau Präsidentin. Heute werden nicht ausgebildete Zivilschützer in einen gesamtschweizerischen Personalpool eingeteilt. Besteht in einem Kanton ein Unterbestand, kann er auf diesen Personalpool zurückgreifen. Damit besteht eine interkantonale Solidarität, die gleichzeitig dazu führt, dass Dienstpflichtige nicht überflüssigerweise ausgebildet werden.

Der Bundesrat will den Personalpool abschaffen und alle Dienstpflichtigen ausbilden, unabhängig davon, ob sie zum Einsatz kommen oder nicht. Auf diese Änderung ist zu verzichten, da die meisten Kantone in den letzten Jahren trotz Unterbeständen Personen in den Personalpool eingeteilt haben. Das heisst, dass sie diese Personen bewusst nicht ausbilden, weil sie sie nicht brauchen. Entsprechend soll diese sinnvolle Personalreserve beibehalten werden.

Gemäss Antrag der Minderheit Molina bei Artikel 36a BZG würde die Anzahl an Zivis plafoniert, die jährlich zu ordentlichen Zivildienstleistungen in einer Zivilschutzorganisation verpflichtet werden dürfen. Die Vorlage des Bundesrates sieht vor, dass der Bund mit seinem eigenen Instrument der zivilen Sicherheitspolitik die Kantone unterstützt, die Definition des Bedarfs aber vollständig bei den Kantonen liegt. Denn die Kantone sind völlig frei in der Definition der Frage, was für die Festlegung des Soll-Bestandes notwendig ist. Das Angebot der Vorlage, dass die Kantone eine beliebige Anzahl Zivis erhalten können, würde die Kantone dazu verleiten, einen überhöhten Soll-Bestand zu definieren, umso mehr, als die Zivis gemäss Vorlage den Kantonen gratis zur Verfügung gestellt werden sollen. Falls die Vorlage B um alle Massnahmen zur Alimentierung des



Zivilschutzes ergänzt wird, die sinnvoll sind, wird zudem der Soll-Bestand erreicht. Aus diesen Gründen genügt als zusätzliche Sicherheit ein Maximum von 200 Zivis pro Jahr.

Auch bei Artikel 46 Absatz 1bis ZDG mache ich Ihnen gemäss Antrag der Minderheit Molina beliebt, beim geltenden Recht zu bleiben. Damit wird die Abgabepflicht für Zivilschutzorganisationen in Kantonen mit einem Unterbestand und für Ausbildungszentren des Zivilschutzes beibehalten. Der Bundesrat begründet die vorgesehene Befreiung von Zivilschutzorganisationen in Kantonen mit einem Unterbestand sowie von Ausbildungszentren des Zivilschutzes von der Abgabepflicht damit, dass diese Zivildienstleistungen im öffentlichen Interesse lägen. Diese Begründung ist nicht nachvollziehbar. Alle Zivildienstleistungen liegen im öffentlichen Interesse; das ist im ZDG so festgelegt. In der Logik des Bundesrates müssten sämtliche Einsatzbetriebe des Zivildienstes von der Abgabe befreit werden. Der Zivildienst ist aber ein Instrument der zivilen Sicherheitspolitik des Bundes, der Zivilschutz ein Instrument der zivilen Sicherheitspolitik der Kantone. Der Bund hat "ein legitimes Interesse daran, Arbeitskräfte [...] nicht zum Nulltarif zur Verfügung zu stellen und die Kosten des Vollzugs nicht vollumfänglich selbst zu tragen". Dies stellte der Bundesrat selbst im Rahmen der letzten Revision des Zivildienstgesetzes fest. Wenn der Bund den Kantonen Zivildienstpflichtige gratis zur Verfügung stellt, verstärkt er damit die Fehlanreize und verstösst gegen elementare Grundsätze der Subsidiarität und des Föderalismus. Ich komme zu Vorlage B. Bei Artikel 28 Absatz 2 BZG bitte ich Sie gemäss Antrag der Minderheit Molina, im Gesetz explizit festzuhalten, dass das Bundesamt für Bevölkerungsschutz die Voraussetzungen der Arbeitsmarktneutralität und des Ausbildungsbeitrags überprüfen muss. Der Antrag will die missbrauchsanfälligen Einsätze des Zivilschutzes strengen Voraussetzungen unterwerfen. Das Missbrauchspotenzial im Zivilschutz ist gross, weil der Einsatz nicht von jenen bezahlt wird, die ihn angeordnet haben, sondern über eine lohnprozentfinanzierte Sozialversicherung finanziert wird. Dies führt zu falschen Anreizen, die das ganze System korrumpieren können. Wer ohne Kostenfolge anbieten kann, ist einer starken Versuchung ausgesetzt, dies auch dann zu tun, wenn es nicht zwingend erforderlich ist. Dem gilt es entgegenzuwirken.

Schliesslich komme ich zu meiner Minderheit zu Artikel 6 des Militärgesetzes. In diesem Antrag geht es um die Kriterien für die Neurekrutierung von Stellungspflichtigen. Dem Alimentierungsbericht ist zu entnehmen, und die Frau Bundesrätin hat es vorhin auch ausgeführt, dass die Armee im Jahr 2015 ihre Tauglichkeitskriterien angepasst und eine differenzierte Tauglichkeit eingeführt hat. Dies führte dazu, dass zahlreiche Stellungspflichtige, die zuvor für den Militärdienstuntauglich waren und damit dem Zivilschutz zugeteilt wurden, nun der Armee zugeteilt werden. Wir aber wollen ein Gesamtsystem mit Armee, Zivilschutz und Zivildienst. Dabei sollte man auch die Armee in den Blick nehmen. Wenn jemand dem Zivilschutz systematisch Personen entzieht, dann ist das aufgrund dieser Praxisänderung die Armee.

Meine Minderheit beantragt, die differenziert tauglich erklärten Stellungspflichtigen fallweise der Armee oder dem Zivilschutz zuzuteilen und zuzuweisen. Damit würde das Alimentierungsproblem des Zivilschutzes sehr schnell gelöst.

Ich danke Ihnen für die Unterstützung meiner Minderheitsanträge.

Hässig Patrick (GL, ZH): Es geht hier um eine technische Sache, es ist nicht ganz unkompliziert, aber eben wichtig. Aktuell ist es so, dass die Kantone die

AB 2025 N 250 / BO 2025 N 250

Zivilschutz-Soll-Bestände eigenständig festlegen können. Das klingt im ersten Moment eigentlich gut. Nun beginnt es aus unserer Sicht jedoch zu hinken: Die Kantone sind nämlich auch frei, auf welchen Grundlagen oder Kriterien sie die Berechnung des Soll-Bestandes basieren. Wenn wir eine minimale Einheitlichkeit der Kriterien des Soll-Bestandes des Zivilschutzes möchten, dann müssen Sie meiner Minderheit I zustimmen, sodass diese eingeführt und das in der Gesetzgebung korrigiert werden kann.

Warum macht das Sinn? Neu sollen nun Personen aus dem Zivildienst für den Zivilschutz verpflichtet werden können, wenn die kantonalen Zivilschutzorganisationen ihre Soll-Bestände nicht erreichen. Wie Sie wissen, ist der Zivilschutz bei den Kantonen angesiedelt. Der Zivildienst hingegen ist das Instrument der zivilen Sicherheitspolitik des Bundes. Konkret heisst das Folgendes: Gemäss dem aktuellen Entwurf könnten die Kantone ihre Zivilschutz-Soll-Bestände eigenständig erhöhen, bis ihr Soll-Bestand höher ist als ihr Ist-Bestand, und sich daraufhin bei den Zivildienstbeständen des Bundes bedienen. Mehr noch, sie müssten dafür nicht einmal etwas bezahlen, denn die Mehrheit der Kommission will die Zivilschutzorganisationen von der Abgabe befreien, die alle anderen Zivildiensteinsatzbetriebe bezahlen müssen.

Im Hinblick auf Ereignisse, die nicht das ganze Land, sondern einen oder mehrere Kantone betreffen, ist der Ausgleich von Unterbeständen des Zivilschutzes mit Mitteln des Bundes, also durch Zivis aus dem Zivildienst, grundsätzlich nicht angebracht, denn die Kantone können und müssen einander unterstützen. Hier braucht es



keine Unterstützung durch Zivildienstleistende. Die Eidgenössische Finanzkontrolle (EFK) hat in ihrer Evaluation der Covid-19-Pandemie ein geringes Ausmass an interkantonaler Unterstützung im Zivilschutz festgestellt. Dieses Potenzial gilt es auszuschöpfen.

Wenn nun also trotz dieser Ausgangslage Zivildienstleistende verpflichtet werden sollen, Ausbildungsdienste des Zivilschutzes zu leisten, dann müssen die Soll-Bestände der Kantone wenigstens aufgrund einheitlicher Kriterien berechnet werden, und zwar so, dass sie den nationalen Soll-Bestand gewährleisten, aber nicht überschreiten.

Ebenfalls fordert meine Minderheit I, dass die Kantone dem Bundesamt für Bevölkerungsschutz die Zahlen zu den Beständen jährlich zur Verfügung stellen. Ebenfalls sollen die Grundlagen zur Feststellung des Soll-Bestandes nach jeder Aktualisierung zur Verfügung gestellt werden, und zwar nicht auf Anfrage, sondern eben bei jeder Aktualisierung. Bitte unterstützen Sie dazu die Minderheit I (Hässig Patrick) zu Artikel 36.

Auch bei der Vorlage B bedarf es aus Sicht der Grünliberalen Fraktion noch einiger Verbesserungen, damit die Vorlage ausgewogen und zielgerichtet ausfällt. Einen Grundsatz gilt es dabei klar zu beachten, damit die Vorlage ausgewogen ist: Es sollen nur Zivildienstleistende für den Zivilschutz verpflichtet werden, wenn der Zivilschutz vorher seine eigenen personaltechnischen Möglichkeiten voll ausgeschöpft hat. Meine Minderheit I zu Artikel 31 korrigiert einen Fall, wo dieser Grundsatz nicht eingehalten wird. Der aktuelle Entwurf sieht nämlich vor, dass das Höchstalter der Schutzdienstpflicht von 36 auf 38 Jahre angehoben wird. Doch damit tatsächlich alle 14 Jahre Schutzdienst leisten, müsste das Höchstalter nicht auf 38, sondern auf 40 Jahre erhöht werden. Das wurde übrigens auch in verschiedenen Stellungnahmen im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens so gefordert.

Der Zivilschutz ist die einzige Dienstorganisation, die eine Altersgrenze kennt. Im Militär und im Zivildienst hingegen leistet man einfach seinen Dienst und wird dann entlassen. Bitte unterstützen Sie deshalb die Minderheit I (Hässig Patrick) zu Artikel 31.

Fivaz Fabien (G, NE): A l'article 46a alinéa 1 de la loi sur la protection de la population et sur la protection civile, je vous propose de garantir une plus grande sécurité de planification à la fois pour les civilistes et pour les établissements d'affectation. Le Conseil fédéral est d'avis que son projet limite la sécurité de planification pour les civilistes et les établissements uniquement en cas d'événement. A notre avis, ce n'est pas le cas. Selon le projet du Conseil fédéral, toutes les affectations au sein d'une organisation de protection civile doivent, en principe, avoir la priorité sur les autres affectations. La communication des organisations de la protection civile à l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) doit avoir lieu l'année précédente. Cela permet, en théorie, de transmettre la convocation en décembre pour le mois de janvier, moyennant le délai de six semaines prévu à l'alinéa 2. L'OFPP doit, certes, notifier la convocation au moins trois mois avant le début de l'affectation, mais ces dispositions ne sont pas suffisamment claires.

Premièrement, le Conseil fédéral peut décider par voie d'ordonnance d'un délai de convocation plus court. Deuxièmement, ce n'est pas la convocation qui est déterminante pour la sécurité de planification des civilistes et des établissements d'affectation, mais la convention d'affectation. Cette convention est, elle, souvent signée un an ou plus à l'avance.

A l'article 8 alinéa 2 de la loi fédérale sur le service civil, je propose de ne pas astreindre à la protection civile les civilistes qui doivent effectuer une affectation longue. Cette proposition permet d'éviter que les affectations dans la protection civile ne rendent impossible ou très difficile la planification de l'affectation longue du service civil. Le projet du Conseil fédéral prévoit que les civilistes peuvent être astreints à des affectations dans la protection civile dès le début de leur obligation de servir dans le service civil et jusqu'à quatre ans avant leur libération. En règle générale, les cours de répétition de la protection civile ne durent pas plus de 5 jours. Parallèlement, les règles selon lesquelles les civilistes doivent effectuer chaque année une affectation d'au moins 26 jours restent applicables. Les civilistes qui n'ont pas terminé l'école de recrue doivent, en outre, effectuer une affectation longue. Elle dure 6 mois et doit être achevée au plus tard à la fin de la troisième année civile qui suit l'admission. Il est pratiquement impossible de planifier et d'effectuer des affectations de service civil supplémentaires, notamment l'affectation longue, parallèlement aux affectations dans la protection civile, surtout parce que les affectations dans la protection civile doivent avoir la priorité, et que ces affectations convenues auparavant peuvent être annulées à court terme. Merci de soutenir ma proposition de minorité.

A l'article 8 de la même loi, un nouvel alinéa 2bis propose d'exclure les personnes qui ont effectué l'affectation longue dans le domaine de la santé ou du social, ou qui ont conclu une convention d'affectation dans ces domaines, de l'obligation d'être astreint à la protection civile. Parmi les domaines d'activité du service civil, la santé et le social sont des branches critiques, en particulier en cas d'événement majeur. Cela a été le cas pendant la crise du COVID-19 ou au moment de l'accueil des réfugiés ukrainiens. Il n'est donc pas impossible,



avec la formulation actuelle, que des personnes actives dans ces domaines soient transférées, par exemple, au transport de personnes dans la protection civile.

Dans son message, le Conseil fédéral invoque le bon sens pour régler ce genre de conflit potentiel. Ce n'est, à notre avis, pas suffisant. Dans le cadre de la consultation, il y a eu de nombreuses prises de position, émanant de particuliers et des cantons, qui demandaient qu'aucun civiliste ne soit retiré des domaines clés de la santé et du social. L'argument du Conseil fédéral, selon lequel une telle dérogation remettrait en question l'essence même du projet, n'est, à notre avis, pas pertinent.

Dans le projet B, à l'article 31 alinéa 1 de la loi sur la protection de la population et sur la protection civile (LPCCi), ma proposition de minorité II vise à supprimer l'âge maximal. La fixation d'un âge maximal est totalement superflue, car la loi définit déjà une durée maximale de 14 ans. De plus, l'âge maximal devrait être supprimé, car il empêche que toutes les personnes astreintes soient traitées de la même manière et qu'elles effectuent toutes les 14 années de protection civile qui sont prévues. Il n'y a pas d'âge maximal, je vous le rappelle, ni pour les personnes astreintes au service militaire ni pour celles astreintes au service civil.

A l'article 31 alinéa 7, je vous propose encore de prolonger la durée du service obligatoire à 18 ans. Cette proposition maintient l'habilitation du Conseil fédéral à prolonger l'obligation de servir dans la protection civile si nécessaire. Avec la

AB 2025 N 251 / BO 2025 N 251

révision de la LPCCi, la durée de l'obligation de servir dans la protection civile a été réduite de 20 à 12 ans. Dans son message du 21 novembre 2018, le Conseil fédéral avait justifié cette réduction par le fait qu'une durée de 12 ans permettait de garantir l'alimentation de la protection civile. La loi totalement révisée donnait au Conseil fédéral la compétence de prolonger la durée de l'obligation à 14 ans. Le Conseil fédéral a fait usage de cette possibilité, malheureusement seulement jusque-là et pas plus loin.

Merci de soutenir mes propositions de minorité.

Andrey Gerhard (G, FR): Wir haben nun entschieden, einzutreten und nicht zu sistieren. Ich möchte kurz die Haltung der Grünen Fraktion zu den verschiedenen Minderheitsanträgen vorstellen. Generell geht es dabei darum, den Zivilschutz zu stärken, denn zu diesem stehen natürlich auch wir, ohne aber den Zivildienst über Gebühr zu schwächen.

Zuerst zur Vorlage A: Bei Artikel 36 des Bevölkerungs- und Zivilschutzgesetzes unterstützen wir die Minderheit II (Molina), welche bezüglich des Personalpools beim aktuellen, geltenden Recht bleiben will. Sollte diese Streichung nicht unterstützt werden, folgen wir der Minderheit I (Hässig Patrick), um einheitliche Soll-Bestands-Kriterien zu sichern und das Gleichgewicht sowie das Subsidiaritätsprinzip zu bewahren.

Dann unterstützen wir die Minderheit Molina zu Artikel 36a Absatz 1, um die Plafonierung der Zivildienstleistenden pro Jahr zu garantieren.

Wir unterstützen die Minderheit Fivaz Fabien zu Artikel 46a Absatz 1, um, wie Herr Fivaz es soeben erklärt hat, Planungssicherheit für Zivildienstleistende und Einsatzbetriebe zu gewährleisten. Einsatzvereinbarungen werden oft langfristig im Voraus abgeschlossen, gemäss dem Entwurf des Bundesrates wären jedoch unklare Fristen und kurzfristige Anpassungen möglich.

Im Zivildienstgesetz soll mein eigener Minderheitsantrag zu Artikel 8 Absatz 2 verhindern, dass Einsätze im Zivilschutz die Planung und Durchführung langer Zivildienstesätze erschweren. Zivildienstleistende können bis vier Jahre vor Dienstende im Zivilschutz eingesetzt werden. Da Zivilschutzkurse oft kurzfristig Priorität haben, ist eine langfristige Zivildienstplanung wiederum schwierig.

Der Antrag der Minderheit Fivaz Fabien zu Artikel 8 Absatz 2bis will wiederum verhindern, dass Einsätze im Bevölkerungsschutz die Planung der langen Zivildienstesätze erschweren, und stellt sicher, dass der Bevölkerungsschutz von bereits ausgebildeten Zivildienstleistenden mit Erfahrung profitiert, was wir natürlich unterstützen.

Dann empfehlen wir Ihnen den Antrag der Minderheit Molina zu Artikel 46 Absatz 1bis zur Annahme und somit, auch dort beim geltenden Recht zu bleiben.

Bei Artikel 65 Absatz 2 beantrage ich Ihnen mit meiner eigenen Minderheit, den aufschiebenden Effekt von Beschwerden gegen Einberufungen zu Zivilschutzkursen aufzuheben. Der Bundesrat setzt Zivilschutzwiederholungskurse mit Einsätzen bei Katastrophen oder Kriegen gleich und priorisiert sie gegenüber den Zivildienstesätzen in sozialen Einrichtungen. Dies schränkt die Rechte der Zivildienstleistenden stark ein, ohne ausreichende Begründung. Deshalb unterstützt unsere Fraktion auch hier den Minderheitsantrag.

In der Vorlage B, welche wir grundsätzlich mittragen können, empfehlen wir, bei Artikel 28 Absatz 2 BZG die Minderheit Molina zu unterstützen, um den Arbeitsmarkt nicht unnötig zu konkurrenzieren.



Bei Artikel 31 unterstützen wir die Minderheit II (Fivaz Fabien), welche für den Eintritt in den Zivilschutz das Jahr der Beendigung der Grundausbildung vorsieht. Ansonsten unterstützen wir die Minderheit I (Hässig Patrick), welche die Ermächtigung des Bundesrates beibehalten will, die Schutzdienstpflicht bei Bedarf um zwei Jahre zu verlängern, und gemäss der Minderheit Fivaz Fabien zu Absatz 7 Buchstabe a soll der Bundesrat sie auf 18 Jahre verlängern können.

Bei Artikel 76 Absatz 1 Buchstabe d schlagen wir Ihnen vor, die Minderheit Candan Hasan zu unterstützen und auch dort beim geltenden Recht zu bleiben.

Zu guter Letzt unterstützen wir im Militärgesetz die Minderheit Molina zu Artikel 6 Absatz 3. Die differenzierte Tauglichkeit führt dazu, dass mehr Stellungspflichtige der Armee statt dem Zivilschutz zugewiesen werden. Eine flexible Aufteilung könnte dieses Alimentierungsproblem lösen.

Candan Hasan (S, LU): Bei meinem Minderheitsantrag zu Artikel 76 Absatz 1 Buchstabe d geht es um die Beschaffung von Ausrüstung und Einsatzmaterial der Schutzdienstpflichtigen zur Erfüllung ihrer Aufgaben gemäss Artikel 35 Absatz 4. In Artikel 76 geht es um Ausrüstung und Material, welche für die Erfüllung von Bundesaufgaben durch Zivilschutzleistende kantonaler Zivilschutzorganisationen gebraucht werden.

Bis anhin war der Bund für die Beschaffung der Ausrüstung und des Einsatzmaterials zuständig. Der Bundesrat möchte nun einen Systemwechsel vollziehen. Neu sollen für die Erfüllung von Bundesaufgaben alle 26 Kantone selbst für die Beschaffung von Ausrüstung und Einsatzmaterial zuständig sein. Bei meinem Minderheitsantrag geht es mir nicht um die Beibehaltung der Lastenverteilung. Es geht mir darum, dass der Bund weiterhin die Beschaffung vollziehen soll, denn das System hat sich bewährt. Den finanziellen Aufwand soll er den Kantonen in Rechnung stellen können.

Es ist sinnvoll, dass eine einzige Institution die Beschaffung vornimmt und dazu auch Vorgaben macht. Es ist jedoch nicht sinnvoll, dass jeder Kanton die Beschaffung selbst vornehmen muss, vor allem, weil es sich bei diesen Aufgaben um Bundesaufgaben handelt. Es ist nicht nur kosteneffizient, wenn die Beschaffung von einer Institution getätigt wird, es geht auch darum, dass die Zivilschutzleistenden bei diesen Aufgaben einheitlich auftreten und über die gleiche Ausrüstung verfügen. Ich stelle es mir sehr skurril und ineffizient vor, wenn der Bund bei einem Unwetterereignis von den Kantonen Zivilschutzleistende aufbietet und alle erstens in 26 Kantonsfarben und zweitens dann noch mit unterschiedlicher Ausrüstung und unterschiedlichem Material antraben.

Es überrascht mich sehr, dass der Bundesrat diesen aus meiner Sicht ineffizienten und ineffektiven Systemwechsel vollziehen möchte, umso mehr, als sich in der Vernehmlassung über zwanzig Kantone sowie der Schweizer Städteverband, der Verband Militärischer Gesellschaften Schweiz, die Regierungskonferenz Militär, Zivilschutz und Feuerwehr und auch die FDP gegen diesen Systemwechsel ausgesprochen haben. Es ist wichtig, dass die Zivilschutzleistenden einheitlich auftreten, wenn sie vom Bund aufgeboden werden. Einsätze werden nicht unbedingt im eigenen Kanton geleistet. Es ist auch wichtig, dass alle über die gleiche Ausrüstung verfügen. Es ist nicht sinnvoll, dass jeder Kanton die Ausrüstung selbst beschafft und so ein Flickenteppich entsteht. Eine zentrale Beschaffung ist aus vielen Überlegungen heraus effizienter. Dabei geht es mir nicht um eine Lastenverschiebung. Der Bund soll die Kosten den Kantonen in Rechnung stellen können und die Grundlagen dafür schaffen.

Ich danke Ihnen, wenn Sie mein Anliegen und den Antrag meiner Minderheit unterstützen. Dieser Rat hat dies mit der Annahme der Motion Riniker 22.3688, "Den Schweizer Zivilschutz stärken durch eine effiziente Beschaffung der persönlichen Ausrüstung", vor etwa zwei Jahren schon einmal getan.

Le président (Page Pierre-André, premier vice-président): Le groupe du Centre, le groupe socialiste, le groupe libéral-radical, le groupe UDC et le groupe vert/libéral renoncent à prendre la parole.

Amherd Viola, Bundesrätin: Ich äussere mich zu den Minderheiten in der Reihenfolge der Fahne.

Zunächst zur Minderheit I (Hässig Patrick) bei Artikel 36 Absätze 1 und 5: Der Zivilschutz ist ein Einsatzmittel der Kantone. Ein Bergkanton, der beispielsweise mit Bergstürzen und Lawinen konfrontiert ist, hat einen anderen Bedarf als ein Mittelland- oder ein Stadtkanton, wo solche Risiken viel kleiner sind, aber dafür andere bestehen. Es ist daher sachgerecht, wenn jeder Kanton seinen Soll-Bestand aufgrund seines Leistungsprofils und seiner Organisationsstruktur selbst bestimmt. Massgebliche Faktoren sind dabei: Gefährdungs- und Risikoanalyse, Einwohnerzahl, Besiedlungsstruktur und Topografie. In diesem Sinne liegen bereits heute einheitliche

AB 2025 N 252 / BO 2025 N 252

Kriterien vor. Es ist zudem geplant, dies in den Ausführungsbestimmungen zur vorliegenden Revision entspre-



chend festzulegen.

Eine weitergehende Vereinheitlichung, beispielsweise die Definition des Soll-Bestandes als fester Prozentsatz der kantonalen Wohnbevölkerung, macht wenig Sinn. Die Kantone sollen dem BABS die Grundlagen zur Festlegung ihrer Soll-Bestände auf Anfrage, d. h. jederzeit, zur Verfügung stellen. Mit der Formulierung des Minderheitsantrages müssten die Kantone dies jeweils nur nach einer Aktualisierung tun, d. h. nur alle fünf Jahre. Die Formulierung in der Vorlage geht weiter und nimmt die Kantone stärker in die Pflicht. Ich bitte Sie, hier der Mehrheit zu folgen und den Antrag der Minderheit I (Hässig Patrick) entsprechend abzulehnen.

Zur Minderheit II (Molina) bei Artikel 36: Bisher wurden Schutzdienstpflichtige, die nicht in eine Zivilschutzorganisation eingeteilt wurden, im gesamtschweizerischen Personalpool erfasst und nur teilweise ausgebildet. Aufgrund der Bestandesprobleme im Zivilschutz ist diese Praxis nicht mehr haltbar. Nach der Aufhebung des Personalpools werden alle für den Zivilschutz Rekrutierten ausgebildet und eingeteilt. Der interkantonale Ausgleich erfolgt bereits bei der Rekrutierung, die Beibehaltung einer Reserve ist dafür nicht erforderlich. Die Aufhebung des Personalpools dient der Verbesserung der Bestände des Zivilschutzes mit den Mitteln des Zivilschutzes. Ich bitte Sie auch hier, der Mehrheit zu folgen.

Ich komme zur Minderheit Molina bei Artikel 36a Absatz 1. Wie es um die aktuellen Zahlen, die Prognosen und die Möglichkeiten des Zivilschutzes zur Sicherung seiner Bestände bestellt ist, habe ich in meinem Eintretensvotum ausgeführt. Die Kantone sind bei der Festlegung ihres Soll-Bestandes nicht frei. Jeder Kanton muss einen kantonalen Soll-Bestand aufgrund seines Leistungsprofils und seiner Organisationsstruktur bestimmen. Massgebliche Faktoren sind: Gefährdungs- und Risikoanalyse, Leistungsspektrum, Leistungsprofil sowie kantonsspezifische Eigenheiten wie Einwohnerzahl und Topografie; ich habe es bereits gesagt. Der Soll-Bestand wurde letztmals im Rahmen der Strategie Bevölkerungsschutz und Zivilschutz 2015 plus festgelegt und anlässlich der Totalrevision des BZG per 1. Januar 2021 bestätigt. Jetzt wollen wir mit der aktuellen Revision gesetzliche Vorgaben zur Bestimmung und regelmässigen Überprüfung des Soll-Bestandes schaffen, und zwar aktualisiert auf das Inkrafttreten der Revision.

Die Kantone unterstützen sich bereits heute interkantonale, so haben bei den Unwettern im vergangenen Sommer 160 Zivilschützer aus dem Kanton Bern rund 800 Dienstage für Einsätze im Wallis geleistet. Der gesamtschweizerische Soll-Bestand muss aber auch Ereignisse abdecken, die die gesamte Schweiz und nicht nur einzelne Kantone betreffen, zum Beispiel wie bei der Covid-19-Pandemie oder im Falle eines bewaffneten Konflikts. Gemäss aktuellen Prognosen rechnen wir bis 2030 mit einem gesamtschweizerischen Unterbestand von rund 22 000 Schutzdienstpflichtigen. Diese Lücke kann der Zivilschutz nicht mit eigenen Mitteln schliessen, auch die Massnahmen der Vorlage B reichen dazu nicht aus. Deshalb ist die Deckelung der zivildienstleistenden Personen, die für den Zivilschutz verpflichtet werden können, nicht zielführend.

Die zivildienstleistenden Personen sind für die Kantone auch nicht gratis. Die Kantone sind verpflichtet, die Schutzdienstpflichtigen und die zivildienstleistenden Personen, die dem Zivilschutz zugewiesen werden, in- nert ein bis zwei Jahren auszubilden und ihren Sold zu bezahlen. Dies alles ist mit Kosten verbunden. Die Kantone haben deshalb schon aus finanziellen Gründen kein Interesse daran, einen überhöhten Soll-Bestand zu definieren.

Entsprechende Anträge wurden im Ständerat und in der SiK-N abgelehnt. Ich bitte Sie auch hier, der Mehrheit zu folgen.

Zur Minderheit Fivaz Fabien bei Artikel 46a Absatz 1: Die Zivilschutzorganisationen stellen den Schutzdienstpflichtigen ihre Dienstvoranzeigen für das nächste Jahr in der Regel im Oktober oder November des aktuellen Jahres zu. Das konkrete Aufgebot ergeht dann spätestens sechs Wochen vor dem Einsatz. Die zivildienstpflichtigen Personen, die einen Teil ihres Zivildienstes in einer Zivilschutzorganisation leisten, unterstehen aber dem Zivildienstgesetz. Dies gilt auch für die Bestimmungen zum Aufgebot. Dieses muss spätestens drei Monate vor Beginn des Einsatzes eröffnet werden. Diese Frist muss unabhängig von der Dienstvoranzeige eingehalten werden. Für die zivildienstpflichtigen Personen gilt hier also sogar eine längere Frist als für die Schutzdienstpflichtigen. Eine Kürzung dieser Frist ist in der Verordnung nicht vorgesehen. Die Einsätze im Zivilschutz können daher ohne Probleme mit einem Einsatz in einem Einsatzbetrieb abgeglichen werden. Hinzu kommt, dass die Wiederholungskurse in der Regel nur drei bis fünf Tage dauern und der Zivildiensteinsatz daher problemlos kurzzeitig unterbrochen werden könnte, falls es doch einmal zu einer Terminkollision mit einem Zivildiensteinsatz kommen sollte. Die entsprechenden Anträge zu den Artikeln 36a Absatz 1 und 46a Absatz 1 wurden bereits im Ständerat und in der SiK-N abgelehnt. Ich bitte Sie, auch hier der Mehrheit zu folgen.

Ich kann fast nicht so schnell blättern wie sprechen. Also zur Minderheit Andrey zu Artikel 8 Absatz 2 ZDG: Die Pflicht zu Zivildienstleistungen in einer Zivilschutzorganisation gilt für alle zivildienstpflichtigen Personen gleichermassen. Die Rahmenbedingungen in der vorliegenden Revision wurden in Zusammenarbeit mit dem Bundesamt für Zivildienst so ausgestaltet, dass die Organisation der Dienstleistungen möglich und zumutbar



ist. Der lange Zivildiensteinsatz in einem herkömmlichen Einsatzbetrieb kann weiterhin in zwei Teilen innerhalb von zwei Kalenderjahren geleistet werden. Dafür steht ein Zeitfenster von mindestens drei Jahren ab Zulassung zum Zivildienst zur Verfügung. Die Zivildiensteinsätze in einer Zivilschutzorganisation umfassen gesamthaft lediglich 80 Dienstage. Zudem sind die einzelnen Dienstleistungen wesentlich kürzer als die herkömmlichen vierwöchigen Zivildiensteinsätze. Schliesslich verbleibt den zivildienstpflichtigen Personen mit vier Reservejahren genügend Zeit zur Erbringung der Restdienstage in einem herkömmlichen Einsatzbetrieb des Zivildienstes.

In der Praxis sollte es also problemlos möglich sein, die Dienstleistungen im Zivildienst und im Zivilschutz zu kombinieren. Dies gilt umso mehr, als die zivildienstpflichtigen Personen ihre Zivildiensteinsätze im Grundsatz eigenverantwortlich selber organisieren können. Würde der Minderheitsantrag angenommen, so würde man gerade diejenigen Personen von der Pflicht zur Dienstleistung in einer Zivilschutzorganisation befreien, die am meisten Dienstage zu leisten haben und daher die grösste Rendite der spezifischen Zivilschutzausbildung bringen.

Ich bitte Sie, der Mehrheit zu folgen.

Zur Minderheit Fivaz Fabien bei Artikel 8 Absatz 2bis ZDG: Eine Mehrheit der Zivildienstage wird in Einsatzbetrieben des Gesundheits- und Sozialwesens geleistet. Im Jahr 2023 waren dies beispielsweise 67 Prozent. Würde ein Ausnahmetatbestand geschaffen, wonach diese Zivildienstleistenden von der Pflicht, einen Teil ihrer Dienstpflicht im Zivilschutz zu leisten, gänzlich befreit wären, würde der Kern der vorliegenden Vorlage infrage gestellt. Auch eine Umgehung wäre durch Abschluss einer Einsatzvereinbarung in diesen Bereichen problemlos möglich. Die Problematik kann sich in der Praxis überhaupt nur dann ergeben, wenn bei einem Ereignis gleichzeitig die Aufgabenbereiche des Zivilschutzes wie auch die genannten Tätigkeitsbereiche des Zivildienstes betroffen sind. Dies wäre beispielsweise bei den Einsätzen zur Pandemiebekämpfung im Gesundheitsbereich der Fall.

Es liegt hier im eigenen Interesse des Zivilschutzes, von den ebenfalls in die Ereignisbewältigung involvierten Partnern nicht noch Personalressourcen abzuziehen. Das konkrete Beispiel der Pandemie hat gezeigt, dass dies in der Praxis pragmatisch gehandhabt wurde und kein Problem war. So wurden in erster Linie Personen eingesetzt, die sich freiwillig meldeten, ebenso wie Studierende und Arbeitslose. Zusätzlich wurde darauf geachtet, möglichst keine im Gesundheitswesen tätigen schutzdienstpflichtigen Personen aufzubieten. Dieses praxisbezogene und lösungsorientierte Vorgehen hat sich bewährt und soll auch in Bezug auf Ereigniseinsätze von Personen, die zum gleichen Zeitpunkt bereits einen Zivildiensteinsatz leisten, weitergeführt werden. In der Praxis stellt sich das Problem also nicht. Würde man hingegen von vornherein diese Kategorien von Zivildienstleistenden

AB 2025 N 253 / BO 2025 N 253

ausnehmen, dann wäre der Kern der Vorlage gefährdet. Ich bitte Sie, der Mehrheit zuzustimmen.

Zur Minderheit Molina bei Artikel 46 Absatz 1bis ZDG: Bei den herkömmlichen Einsatzbetrieben des Zivildienstes handelt es sich in der Regel um Institutionen, die als Arbeitgeber auf dem Arbeitsmarkt auftreten. Die zivildienstleistenden Personen werden in Bereichen eingesetzt, wo sie mit anderen Arbeitnehmenden konkurrieren. Die Einsatzbetriebe zahlen daher für jeden Tag, den eine zivildienstleistende Person bei ihnen erbringt, eine Abgabe. Diese Abgabe ist als Ausgleich für die erhaltene Arbeitskraft geschuldet und ist nötig, um die Arbeitsmarktneutralität zu gewährleisten. Die Zivilschutzorganisationen und die Schutzdienstleistenden stehen nicht in einem Verhältnis von Arbeitgeber und Arbeitnehmer. Sie konkurrieren den Arbeitsmarkt nicht. Der Zivilschutz ist ein sicherheitspolitisches Instrument, das in Katastrophen und Notlagen zum Einsatz kommt. Es ist daher nicht gerechtfertigt, von den Zivilschutzorganisationen eine Abgabe zu verlangen. Die Kantone haben auch kein Interesse daran, der Wirtschaft Arbeitskräfte zu entziehen, indem sie Dienstpflichtige ohne Grund und für eine allzu lange Dauer aufbieten.

Entsprechende Anträge wurden auch im Ständerat und in der SiK-N abgelehnt. Ich bitte Sie, der Mehrheit zu folgen.

Zur Minderheit Andrey bei Artikel 65 Absatz 2 ZDG: Der neue Artikel 65 Absatz 2 ZDG hält fest, dass Beschwerden gegen Aufgebote für Ausbildungsdienste im Zivilschutz keine aufschiebende Wirkung haben sollen. Dies ist nötig, da man sich sonst mit einer Beschwerde an das Bundesverwaltungsgericht gegen ein Aufgebot wehren und sich so effektiv der Dienstleistung entziehen könnte. Auch hier gilt für zivildienstleistende Personen, die einen Teil ihres Diensts in einer Zivilschutzorganisation leisten, das Zivildienstgesetz. Das Beschwerderecht der Schutzdienstleistenden ist eingeschränkt. Für sie ist nämlich das kantonale Gericht die letzte Instanz. Sie können eine Beschwerde nicht vor eidgenössische Gerichte weiterziehen.

Auch hierzu wurden entsprechende Anträge im Ständerat und in der SiK-N abgelehnt. Ich bitte Sie, der Mehr-



heit zu folgen.

Damit habe ich zu allen Minderheitsanträgen der Vorlage A Stellung genommen.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Berichterstatter verzichten auf ein Votum.

Art. 36

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I

(Hässig Patrick, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Abs. 1

Die Kantone legen aufgrund der Vorgaben des Bundes sowie ihres Leistungsprofils und ihrer Organisationsstruktur den Soll-Bestand an Dienstleistenden fest ...

Abs. 5

Die Kantone stellen dem BABS die Zahlen zu den Beständen jährlich, die Grundlagen zur Festlegung des Sollbestands nach jeder Aktualisierung zur Verfügung.

Antrag der Minderheit II

(Molina, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Gemäss geltendem Recht

Art. 36

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Hässig Patrick, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Al. 1

Les cantons définissent, sur la base des directives de la Confédération et en fonction de leur profil de prestations et de leur structure organisationnelle, les effectifs nécessaires pour accomplir les tâches ...

Al. 5

Les cantons mettent chaque année à la disposition de l'OFPP les chiffres relatifs aux effectifs et, après chaque mise à jour, les bases permettant de définir les effectifs nécessaires.

Proposition de la minorité II

(Molina, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Selon droit en vigueur

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30318)

Für den Antrag der Mehrheit ... 120 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 73 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30319)

Für den Antrag der Mehrheit ... 132 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 61 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 36a

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Antrag der Minderheit

(Molina, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Abs. 1

... ausgeglichen werden. Die Summe der zivildienstpflichtigen Personen, die zum Ausgleich von Unterbeständen in den Kantonen eingesetzt werden, darf die Zahl von 200 pro Jahr nicht überschreiten.

Art. 36a

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Molina, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Al. 1

... par des personnes astreintes au service civil. Le nombre total de personnes astreintes au service civil qui sont affectées à la compensation de sous-effectifs dans les cantons ne peut pas être supérieur à 200 par an.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30320)

Für den Antrag der Mehrheit ... 130 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 63 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 46a

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Fivaz Fabien, Andrey, Candan Hasan, Fridez, Hässig Patrick, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Abs. 1

... zur Erstellung des Aufgebots mindestens zwölf Monate vor dem Einsatz ihre Einsatzplanung und die Dienstvoranzeigen für die zu leistenden Ausbildungsdienste zur Verfügung.

Art. 46a

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

AB 2025 N 254 / BO 2025 N 254

Proposition de la minorité

(Fivaz Fabien, Andrey, Candan Hasan, Fridez, Hässig Patrick, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Al. 1

... des services d'instruction à effectuer au moins douze mois avant l'intervention.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30321)

Für den Antrag der Mehrheit ... 122 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 71 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 49 Abs. 1ter; 93 Abs. 3; 94 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Art. 49 al. 1ter; 93 al. 3; 94 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 99a

Antrag der Kommission

... 31. Dezember 2026 ...

Art. 99a

Proposition de la commission

... 31 décembre 2026 ...

Angenommen – Adopté

Ziff. II; III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. II; III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Anhang – Annexe

Ziff. 1; 2 Art. 3a Abs. 2, Art. 7a

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1; 2 art. 3a al. 2, art. 7a

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ziff. 2 Art. 8 Abs. 2, 2bis, 3

Antrag der Mehrheit

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Abs. 2

Zivildienstpflichtige Personen, die bereits einen langen Dienst im Sinne von Artikel 37 der Verordnung vom 11. September 1996 über den zivilen Ersatzdienst (ZDV; SR 824.01) absolviert haben oder nicht zu einem solchen Dienst verpflichtet sind, können ...

Antrag der Minderheit

(Fivaz Fabien, Andrey, Candan Hasan, Fridez, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Abs. 2bis

Ausgenommen sind zivildienstpflichtige Personen, die ihren langen Dienst im Gesundheits- oder im Sozialbereich absolviert haben oder eine Einsatzvereinbarung in diesen Bereichen abgeschlossen haben.



Ch. 2 art. 8 al. 2, 2bis, 3

Proposition de la majorité

Al. 2, 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Al. 2

Les personnes astreintes au service civil, qui ont déjà accompli ou ne doivent pas accomplir l'affectation longue prévue à l'article 37 de l'ordonnance du 11 septembre 1996 sur le service civil (OSCi; RS 824.01), peuvent être tenues ...

Proposition de la minorité

(Fivaz Fabien, Andrey, Candan Hasan, Fridez, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Al. 2bis

Les personnes astreintes qui ont effectué l'affectation longue dans le domaine de la santé ou du social ou qui ont conclu une convention d'affectation dans ces domaines, sont exclues.

Abs. 2 – Al. 2

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30322)

Für den Antrag der Mehrheit ... 129 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 63 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Abs. 2bis – Al. 2bis

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30323)

Für den Antrag der Minderheit ... 63 Stimmen

Dagegen ... 130 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Ziff. 2 Art. 9 Abs. 2, 3; 18 Abs. 1; 18a Abs. 1; 19 Abs. 7, 8; 19a; 22 Abs. 2bis, 2ter, 3; 23 Abs. 1; 28 Abs. 5; 29 Abs. 1bis; 31 Abs. 2; 36 Abs. 1bis; 40a Abs. 1bis; 41 Abs. 3; 44 Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 2 art. 9a al. 2, 3; 18 al. 1; 18a al. 1; 19 al. 7, 8; 19a; 22 al. 2bis, 2ter, 3; 23 al. 1; 28 al. 5; 29 al. 1bis; 31 al. 2; 36 al. 1bis; 40a al. 1bis; 41 al. 3; 44 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ziff. 2 Art. 46 Abs. 1bis

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Molina, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Hässig Patrick, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Gemäss geltendem Recht



AB 2025 N 255 / BO 2025 N 255

Ch. 2 art. 46 al. 1bis

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Molina, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Hässig Patrick, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Selon droit en vigueur

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30324)

Für den Antrag der Mehrheit ... 122 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 71 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 2 Art. 65 Abs. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 2 art. 65 al. 2

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Selon droit en vigueur

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30325)

Für den Antrag der Mehrheit ... 129 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 63 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 2 Art. 80 Abs. 1bis Bst. a, b, 2 Einleitung, Bst. a, b; 80b Abs. 1 Bst. c, g, j

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 2 art. 80 al. 1bis let. a, b, 2 introduction, let. a, b; 80b al. 1 let. c, g, j

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 24.043/30326)

Für Annahme des Entwurfes ... 127 Stimmen

Dagegen ... 64 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Vorlage 1 geht an den Ständerat zurück.



2. Bundesgesetz über den Bevölkerungsschutz und den Zivilschutz (Vorlage B: Bestimmungen zum Koordinierten Sanitätsdienst, dem Koordinierten Verkehr und den kantonalen Notfalltreffpunkten sowie allgemeine Bestimmungen zum Zivilschutz)

2. Loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile (Projet B: Dispositions relatives au Service sanitaire coordonné, à la coordination des transports et aux points de rencontre d'urgence cantonaux ainsi que dispositions générales relatives à la protection civile)

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress; Ziff. I Einleitung; Art. 6 Abs. 2bis, 2ter; 9 Abs. 3bis, 5; 12 Abs. 4; 13 Abs. 1; 22 Abs. 3bis; 27 Bst. b

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule; ch. I introduction; art. 6 al. 2bis, 2ter; 9 al. 3bis, 5; 12 al. 4; 13 al. 1; 22 al. 3bis; 27 let. b

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 28

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Molina, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Abs. 2

Sofern die Arbeitsmarktnutralität und ein Ausbildungsbeitrag nachgewiesen ist, kann er zudem eingesetzt werden für:

Art. 28

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Molina, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Al. 2

Pour autant que ses interventions n'influent pas sur le marché du travail et qu'elles contribuent de manière avérée à la formation, elle peut au surplus être engagée pour accomplir les tâches suivantes:

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30327)

Für den Antrag der Mehrheit ... 117 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 55 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 29 Abs. 2 Bst. b, c, cbis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Art. 29 al. 2 let. b, c, cbis

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 31

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I

(Hässig Patrick, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Abs. 1

... und endet spätestens am Ende des Jahres, in dem sie 40 Jahre alt wird.

Antrag der Minderheit II

(Fivaz Fabien, Andrey, Candan Hasan, Fridez, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Abs. 1

Die Schutzdienstpflicht beginnt in dem Jahr, in dem die Person die Grundausbildung begonnen hat.

AB 2025 N 256 / BO 2025 N 256

Antrag der Minderheit

(Fivaz Fabien, Andrey, Candan Hasan, Fridez, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Abs. 7 Bst. a

a. die Dauer der Schutzdienstpflicht auf 18 Jahre verlängern;

Art. 31

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Hässig Patrick, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Al. 1

... et se termine au plus tard à la fin de l'année au cours de laquelle elle atteint l'âge de 40 ans.

Proposition de la minorité II

(Fivaz Fabien, Andrey, Candan Hasan, Fridez, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Al. 1

Le service obligatoire commence l'année au cours de laquelle la personne commence l'instruction de base.

Proposition de la minorité

(Fivaz Fabien, Andrey, Candan Hasan, Fridez, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Al. 7 let. a

a. prolonger la durée du service obligatoire à 18 ans;

Abs. 1 – Al. 1

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30328)

Für den Antrag der Minderheit I ... 127 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 56 Stimmen

(0 Enthaltungen)



Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30329)

Für den Antrag der Minderheit I ... 163 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 24 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Abs. 7 Bst. a – Al. 7 let. a

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30330)

Für den Antrag der Mehrheit ... 128 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 61 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Art. 34 Abs. 1bis; 35 Abs. 3, 4; 41; 45 Abs. 2; 46 Abs. 4; 47 Abs. 4; 49 Abs. 1, 1bis, 1quater, 4–6; 54 Abs. 2 Bst. c, 5; 71 Abs. 3; 75 Bst. d

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 34 al. 1bis; 35 al. 3, 4; 41; 45 al. 2; 46 al. 4; 47 al. 4; 49 al. 1, 1bis, 1quater, 4–6; 54 al. 2 let. c, 5; 71 al. 3; 75 let. d

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 76 Abs. 1 Bst. d, 4

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Candan Hasan, Andrey, Fivaz Fabien, Fridez, Molina, Schlatter, Zryd)

Abs. 1 Bst. d

Gemäss geltendem Recht

Art. 76 al. 1 let. d, 4

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Candan Hasan, Andrey, Fivaz Fabien, Fridez, Molina, Schlatter, Zryd)

Al. 1 let. d

Selon droit en vigueur

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30276)

Für den Antrag der Mehrheit ... 129 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 61 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 91 Abs. 1 Bst. d; 93 Abs. 4; Ziff. II; III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Art. 91 al. 1 let. d; 93 al. 4; ch. II; III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Anhang – Annexe

Ziff. 1 Art. 6 Abs. 3

Antrag der Minderheit

(Molina, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Differenziert tauglich erklärte Stellungspflichtige werden fallweise der Armee oder dem Zivilschutz zugeteilt oder zugewiesen.

Ch. 1 art. 6 al. 3

Proposition de la minorité

(Molina, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Fridez, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Les conscrits déclarés aptes selon des critères différenciés sont attribués ou affectés à l'armée ou à la protection civile au cas par cas.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30332)

Für den Antrag der Minderheit ... 61 Stimmen

Dagegen ... 129 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 49 Abs. 2; Ziff. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1 art. 49 al. 2; ch. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ziff. 3 Art. 4

Antrag der Kommission

Abs. 1 Bst. bbis

bbis. 80 Tage Zivilschutzdienst geleistet hat; oder

Abs. 1 Bst. bter

bter. als Frau sowie als Ausländerin oder Ausländer freiwillig Schutzdienst leistet.

AB 2025 N 257 / BO 2025 N 257

Abs. 2ter

Bei Anpassungen der Dienstpflicht nach Militär-, Zivildienst- oder Zivilschutzgesetzgebung ist eine rückwirkende Erhebung der Wehrpflichtersatzabgabe ausgeschlossen.

Antrag Theiler

Abs. 1 Bst. bbis, bter, Abs. 2ter

Streichen

Schriftliche Begründung

Hiermit wird der Antrag der Kommission zu Ziffer 3 Artikel 4, Seite 58 f. in der Fahne, bekämpft.



Ch. 3 art. 4

Proposition de la commission

Al. 1 let. bbis

bbis. a effectué 80 jours de service de protection civile; ou

Al. 1 let. bter

bter. les femmes ainsi que les étrangères ou étrangers qui s'engagent volontairement dans la protection civile;

Al. 2ter

En cas d'adaptation de l'obligation de servir selon la législation sur le service militaire, le service civil ou la protection civile, une perception rétroactive de la taxe d'exemption de l'obligation de servir est exclue.

Proposition Theiler

Al. 1 let. bbis, bter, al. 2ter

Biffer

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.043/30333)

Für den Antrag Theiler ... 191 Stimmen

Für den Antrag der Kommission ... 0 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 24.043/30334)

Für Annahme des Entwurfes ... 191 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Vorlage 2 geht an den Ständerat zurück.